



Résultats du deuxième trimestre de 2026

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026 est disponible sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com et sur le site Web de la SEC, à l'adresse sec.gov, et notre document d'information financière complémentaire portant sur le deuxième trimestre de 2026 est disponible sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs.

Bénéfice net 5,5 milliards de dollars <i>Hausse de 25 % d'un exercice à l'autre</i> <i>Baisse de 5 % d'un trimestre à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 3,85 \$ <i>Hausse de 27 % d'un exercice à l'autre</i> <i>Baisse de 4 % d'un trimestre à l'autre</i>	RCP^{(1), (2)} 17,2 % <i>Hausse de 300 p.b.⁽¹⁾ d'un exercice à l'autre</i> <i>Baisse de 40 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Total de la DPPC⁽¹⁾ 0,9 milliard de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en baisse de 6 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Ratio CET1⁽¹⁾ 13,5 % <i>Supérieur au seuil réglementaire et en baisse de 20 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>
Bénéfice net ajusté⁽³⁾ 5,6 milliards de dollars <i>Hausse de 23 % d'un exercice à l'autre</i> <i>Baisse de 5 % d'un trimestre à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ 3,90 \$ <i>Hausse de 25 % d'un exercice à l'autre</i> <i>Baisse de 4 % d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ajusté⁽³⁾ 17,4 % <i>Hausse de 270 p.b. d'un exercice à l'autre</i> <i>Baisse de 40 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Total de la CVPC⁽¹⁾ 7,8 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ en baisse de 1 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾ 126 % <i>Hausse par rapport à 124 % au trimestre précédent</i>

TORONTO, le 28 mai 2026 — La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 5,5 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2026, soit une hausse de 1 119 millions, ou 25 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,85 \$, en hausse de 27 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète la croissance de chacun de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 5,6 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ de 3,90 \$ affichent une hausse respective de 23 % et de 25 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

« Dans un monde en constante évolution et de plus en plus complexe, notre engagement à offrir des conseils avisés et à aider notre clientèle à composer avec les risques continue de produire des résultats exceptionnels. Nos résultats du deuxième trimestre témoignent de notre capacité à offrir de manière constante une rentabilité de premier ordre et une valeur à long terme pour les actionnaires grâce à une croissance solide dans l'ensemble de nos secteurs diversifiés et à la solidité de notre bilan. Pour l'avenir, nous demeurons engagés à bâtir la banque de demain et à évoluer au rythme des besoins de notre clientèle. »

— Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ de 8,0 milliards de dollars a progressé de 1,1 milliard, ou 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des revenus du secteur Marchés des Capitaux du fait de la robustesse des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que de la hausse des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La hausse du revenu net d'intérêt dans nos secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, qui rend compte de l'accroissement de la croissance moyenne des volumes et l'élargissement des écarts, a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'accroissement de la rémunération proportionnelle à l'amélioration des résultats.

Nos résultats consolidés reflètent une diminution de 512 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, en raison essentiellement du repli des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 35 p.b., en baisse de 23 p.b. par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux⁽¹⁾ s'est chiffré à 34 p.b., en baisse de 1 p.b., alors que le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs⁽¹⁾ s'est établi à 1 p.b., une

diminution de 22 p.b. s'expliquant par le fait qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une hausse des dotations attribuable essentiellement à l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée. Le bénéfice avant impôt s'est élevé à 7,1 milliards de dollars, en hausse de 1,6 milliard, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est replié de 5 %, reflétant la baisse du résultat dans les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, qui comprend le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins, et Services de soutien généraux, facteur atténué par la hausse du résultat dans les secteurs Marchés des Capitaux et Assurances. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ a affiché une baisse de 5 % par rapport à cette même période. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ a diminué de 0,5 milliard de dollars, ou 6 %, car les revenus ont diminué et les dépenses sont demeurées stables. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 35 p.b., en baisse de 6 p.b. par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffré à 34 p.b., un recul de 6 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux et, dans une moindre mesure, dans ceux des Services bancaires aux particuliers et des Services bancaires aux entreprises, alors que le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établi à 1 p.b., ce qui est stable par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,5 %, témoignant ainsi de la forte croissance des volumes. Nous avons également versé à nos actionnaires 4,0 milliards de dollars, dont 1,7 milliard sous forme de rachats d'actions et 2,3 milliards sous forme de dividendes sur actions ordinaires.

Aujourd'hui, nous avons déclaré un dividende trimestriel de 1,76 \$ par action, soit une hausse de 0,12 \$, ou 7 %. Nous avons également annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto et du Bureau du surintendant des institutions financières, de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 45 millions de nos actions ordinaires, ce qui représente environ 3 % des actions ordinaires en circulation de la banque au 15 mai 2026.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026 pour la composition de ces mesures.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026.

(3) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026.

(4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (5 509 millions de dollars au 30 avril 2026; 5 785 millions au 31 janvier 2026; 4 390 millions au 30 avril 2025) avant impôt (1 595 millions au 30 avril 2026; 1 622 millions au 31 janvier 2026; 1 128 millions au 30 avril 2025) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (912 millions au 30 avril 2026; 1 090 millions au 31 janvier 2026; 1 424 millions au 30 avril 2025). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1 Faits saillants du deuxième trimestre	14 Résultats des secteurs d'exploitation	33 Risque de marché
3 Rapport de gestion	14 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	39 Risque de liquidité et de financement
3 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	14 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	47 Gestion des fonds propres
4 Vue d'ensemble et perspectives	18 Services bancaires aux particuliers	52 Questions en matière de comptabilité et de contrôle
4 À propos de la Banque Royale du Canada	19 Services bancaires aux entreprises	52 Résumé des méthodes comptables et estimations
5 Faits saillants financiers et autres	21 Gestion de patrimoine	52 Contrôles et procédures
6 Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	23 Assurances	52 Transactions entre parties liées
8 Rendement financier	24 Marchés des Capitaux	53 Glossaire
8 Vue d'ensemble	25 Services de soutien généraux	57 Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
9 Incidence du change	26 Analyse des résultats trimestriels et des tendances	58 États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
10 Total des revenus	28 Situation financière	86 Renseignements à l'intention des actionnaires
12 Dotation à la provision pour pertes de crédit	28 Bilans résumés	
13 Frais autres que d'intérêt	29 Arrangements hors bilan	
14 Impôt sur le résultat	29 Gestion du risque	
	29 Risque de crédit	

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2026 ou pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2026. Le présent rapport de gestion, daté du 27 mai 2026, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2026 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2025. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2025, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à nos priorités, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire, aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, internationale et l'économie de la zone euro, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités et au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information, les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique (y compris les risques liés au conflit au Moyen-Orient), les risques environnementaux et sociaux, les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité et de réputation, les risques opérationnel et stratégique, les autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2025 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026, y compris les risques liés au cadre juridique et réglementaire, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, les risques associés à l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes comme l'imposition de tarifs douaniers, les risques liés à l'adoption de technologies émergentes, telles que l'infonuagique, l'intelligence artificielle (IA), y compris l'IA générative, et la robotique, le risque de fraude ainsi que notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2025 et dans la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent document sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2025, mises à jour dans la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026. Ces rubriques peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction uniquement à la date des présentes et, sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux plus de 101 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 19 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2026	31 janvier 2026	30 avril 2025	30 avril 2026	30 avril 2025
Total des revenus	17 453 \$	17 960 \$	15 672 \$	35 413 \$	32 411 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	912	1 090	1 424	2 002	2 474
Frais autres que d'intérêt	9 437	9 463	8 730	18 900	17 986
Bénéfice avant impôt	7 104	7 407	5 518	14 511	11 951
Bénéfice net	5 509 \$	5 785 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Bénéfice net ajusté (1), (2)	5 583 \$	5 861 \$	4 528 \$	11 444 \$	9 782 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers	1 870 \$	1 962 \$	1 602 \$	3 832 \$	3 280 \$
Services bancaires aux entreprises	854	863	597	1 717	1 374
Gestion de patrimoine	1 185	1 295	929	2 480	1 909
Assurances	218	213	211	431	483
Marchés des Capitaux	1 484	1 478	1 202	2 962	2 634
Services de soutien généraux	(102)	(26)	(151)	(128)	(159)
Bénéfice net	5 509 \$	5 785 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Principales données financières					
Bénéfice par action – de base	3,86 \$	4,03 \$	3,03 \$	7,89 \$	6,57 \$
– dilué	3,85	4,03	3,02	7,87	6,56
Bénéfice par action ajusté – de base (1), (2)	3,91	4,09	3,13	8,00	6,76
– dilué (1), (2)	3,90	4,08	3,12	7,98	6,75
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	17,2 %	17,6 %	14,2 %	17,4 %	15,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1), (2)	17,4 %	17,8 %	14,7 %	17,6 %	15,9 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	128 400 \$	127 350 \$	123 300 \$	127 850 \$	120 900 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (2)	1,58 %	1,55 %	1,64 %	1,57 %	1,62 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,41 %	0,58 %	0,38 %	0,50 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,01 %	0,01 %	0,23 %	0,01 %	0,13 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,34 %	0,40 %	0,35 %	0,37 %	0,37 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,90 %	0,86 %	0,88 %	0,90 %	0,88 %
Ratio de liquidité à court terme (2), (4)	126 %	124 %	131 %	126 %	131 %
Ratio de liquidité à long terme (2), (4)	111 %	111 %	116 %	111 %	116 %
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (2), (5)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,5 %	13,7 %	13,2 %	13,5 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,0 %	15,2 %	14,7 %	15,0 %	14,7 %
Ratio du total des fonds propres	16,9 %	16,8 %	16,5 %	16,9 %	16,5 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,3 %	4,3 %	4,3 %
Ratio TLAC	31,4 %	30,9 %	31,0 %	31,4 %	31,0 %
Ratio de levier TLAC	9,0 %	9,0 %	9,2 %	9,0 %	9,2 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (6)					
Total de l'actif	2 396 080 \$	2 342 393 \$	2 242 133 \$	2 396 080 \$	2 242 133 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	612 364	588 966	492 497	612 364	492 497
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	1 077 949	1 054 881	1 007 306	1 077 949	1 007 306
Actifs dérivés	150 745	170 830	188 211	150 745	188 211
Dépôts	1 581 546	1 542 216	1 446 786	1 581 546	1 446 786
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	129 579	128 670	122 084	129 579	122 084
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (2), (5)	748 590	734 693	703 920	748 590	703 920
Biens sous gestion (2)	1 630 300	1 588 700	1 363 900	1 630 300	1 363 900
Biens administrés (2), (7)	5 865 500	5 632 300	5 019 700	5 865 500	5 019 700
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 393 332	1 398 580	1 411 362	1 396 000	1 412 671
– moyenne diluée	1 396 548	1 401 884	1 413 517	1 399 262	1 415 037
– à la fin de la période	1 389 137	1 396 775	1 409 539	1 389 137	1 409 539
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,64 \$	1,64 \$	1,48 \$	3,28 \$	2,96 \$
Rendement de l'action (2)	2,8 %	3,0 %	3,6 %	2,9 %	3,6 %
Ratio de distribution (2)	42 %	41 %	49 %	41 %	45 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	244,31 \$	226,72 \$	165,47 \$	244,31 \$	165,47 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	339 380	316 677	233 236	339 380	233 236
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	97 795	97 469	94 369	97 795	94 369
Nombre de succursales	1 253	1 258	1 284	1 253	1 284
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 114	4 163	4 331	4 114	4 331
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (9)	0,729	0,726	0,704	0,728	0,701
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,736	0,734	0,725	0,736	0,725

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(5) Les ratios de fonds propres et l'actif pondéré en fonction des risques sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(6) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(7) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 13 milliards de dollars et de 5 milliards (14 milliards et 5 milliards au 31 janvier 2026; 15 milliards et 6 milliards au 30 avril 2025).

(8) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(9) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 27 mai 2026

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexacts, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

La croissance économique devrait rester positive dans la plupart des pays développés, y compris au Canada, dans la zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les perspectives demeurent fortement tributaires de l'évolution de la politique commerciale américaine ainsi que de l'ampleur et de la durée de la flambée des prix de l'énergie et des perturbations de la chaîne logistique causées par le conflit au Moyen-Orient. L'administration américaine a imposé des tarifs douaniers de base de 10 % sur les importations en provenance de la plupart de ses partenaires commerciaux à la suite de la décision de la Cour suprême des États-Unis, rendue en février 2026, d'invalider une partie des tarifs douaniers imposés en vertu de la loi intitulée *International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA). Toutefois, la plupart des importations canadiennes en sol américain ne sont pas assujetties aux tarifs en raison d'une exemption pour les produits visés par l'*Accord Canada – États-Unis – Mexique* (ACEUM), qui fera l'objet d'un examen cet été. Les revenus liés aux tarifs douaniers américains demeurent largement supérieurs à ceux enregistrés avant l'année civile 2025, mais ont diminué au début de 2026 par rapport aux sommets atteints récemment. La montée des prix du pétrole brut devrait augmenter le coût de l'énergie pour les consommateurs, mais aussi accroître les revenus dans les régions productrices de pétrole. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada maintiennent les taux d'intérêt au cours de l'année civile 2026 étant donné que l'envolée des prix de l'énergie gruge le pouvoir d'achat des ménages et alourdit les inquiétudes concernant l'inflation. Nous prévoyons que la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne augmentent légèrement les taux d'intérêt.

Canada

Le PIB canadien devrait avoir augmenté de 1,7 %¹ au premier trimestre civil de 2026, après s'être contracté de 0,6 % au dernier trimestre civil de 2025. La croissance ralentie de la population découlant de la réduction des cibles d'immigration de résidents temporaires et permanents imposée par le gouvernement fédéral devrait continuer de peser sur la progression du PIB pendant le reste de l'année civile 2026. Toutefois, nous nous attendons à un regain de la croissance du PIB par habitant du fait de la stabilisation de la politique commerciale internationale américaine, de l'effet décalé des réductions de taux d'intérêt de la Banque du Canada appliquées précédemment et des hausses des dépenses publiques déficitaires. Les dépenses de consommation devraient pour leur part avoir maintenu leur résilience malgré la hausse du prix du carburant qui a commencé vers la fin du premier trimestre civil de 2026. Par ailleurs, la politique commerciale internationale américaine crée encore de l'incertitude à l'aube de l'examen conjoint obligatoire de cet été concernant le renouvellement de l'ACEUM au-delà de son échéance actuelle de 2036. L'investissement résidentiel est probablement demeuré faible en raison de la lenteur de l'activité de revente, tandis que l'investissement en capital non résidentiel devrait s'être accru au premier trimestre civil de 2026. Le taux de chômage s'est établi à 6,9 % en avril 2026, ce qui est stable par rapport à il y a un an, mais inférieur au sommet de 7,1 % enregistré en septembre 2025. On prévoit que le taux de chômage diminue à 6,3 % au quatrième trimestre civil de 2026. Par ailleurs, l'inflation a ralenti au début de 2026, pour ensuite atteindre un niveau supérieur à la cible de 2 % de la Banque du Canada en mars et en avril 2026, en raison essentiellement des prix du pétrole élevés qui ont fait bondir les coûts de l'énergie pour les consommateurs. Finalement, nous prévoyons que l'inflation de base se situe autour de la cible de 2 % et que la Banque du Canada maintienne à 2,25 % son taux de financement à un jour jusqu'à la fin de l'année civile 2026.

États-Unis

Le PIB des États-Unis a progressé de 2,0 %¹ au premier trimestre civil de 2026, après avoir affiché une hausse de 0,5 % au dernier trimestre civil de 2025. La croissance des dépenses de consommation a montré des signes de ralentissement, tandis que les investissements des entreprises ont continué d'augmenter et que les dépenses publiques ont repris au premier trimestre civil de 2026 après un repli causé par la paralysie du gouvernement fédéral au dernier trimestre civil de 2025. Nous prévoyons une croissance lente du PIB pour le reste de l'année civile 2026. Le taux de chômage reste faible, s'établissant à 4,3 % en avril 2026, mais a augmenté de 0,1 % par rapport à l'exercice précédent. Le nombre de postes à pourvoir a continué de se stabiliser après avoir diminué au cours des années civiles précédentes, et la croissance des salaires a poursuivi sa décroissance. L'inflation est restée supérieure à la cible de 2 % de la Réserve fédérale et devrait augmenter au cours de l'année civile 2026 du fait essentiellement de la hausse des prix du pétrole, qui se traduit par une augmentation des coûts de l'énergie pour les consommateurs. Nous prévoyons que le ralentissement de la croissance économique et une poussée d'inflation pendant le reste de l'année civile 2026 inciteront la Réserve fédérale à maintenir les taux d'intérêt. Enfin, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale maintienne la fourchette cible des taux des fonds fédéraux entre 3,5 % et 3,75 % pour l'année civile 2026.

Zone euro et Royaume-Uni

Le PIB de la zone euro a augmenté de 0,1 % au premier trimestre civil de 2026, après avoir enregistré une hausse de 0,2 % au dernier trimestre civil de 2025. La croissance du PIB devrait s'accroître pendant les prochains trimestres de l'année civile en cours, en raison partiellement des dépenses publiques accrues. Les taux de chômage demeurent faibles dans tous les pays de la zone euro et l'on s'attend à peu de changements au cours du reste de l'année civile 2026. L'inflation dans la zone euro est tirée vers le haut par la hausse des coûts de l'énergie découlant du conflit au Moyen-Orient. Nous nous attendons à ce

¹ Taux annualisé

que la Banque centrale européenne rehausse le taux des dépôts, actuellement de 2 %, de 75 p.b. pendant l'année civile 2026. Par ailleurs, le PIB du Royaume-Uni a progressé de 0,6 % au premier trimestre civil de 2026, après avoir enregistré une hausse de 0,2 % au dernier trimestre civil de 2025. Le PIB au Royaume-Uni devrait augmenter lentement et le taux de chômage, rester élevé pendant le reste de l'année civile 2026. Dans un contexte de pressions inflationnistes croissantes, nous prévoyons que la Banque d'Angleterre fera passer son taux directeur de 3,75 % à 4 % au cours du second semestre de l'année civile 2026.

Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État ont augmenté au Canada, aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni étant donné que la hausse des prix de l'énergie a fait bondir les taux d'inflation. À l'échelle mondiale, les incertitudes tarifaires et les risques géopolitiques restent une source importante de volatilité sur les marchés financiers. Les marchés boursiers ont été volatils, atteignant des sommets historiques après avoir affiché des baisses jusqu'en mars 2026 en raison du conflit au Moyen-Orient. À l'échelle mondiale, les prix du pétrole ont augmenté drastiquement du fait des perturbations attendues de la chaîne logistique causées par le conflit persistant au Moyen-Orient.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2025 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En avril 2026, le Fonds monétaire international (FMI) a prévu une croissance mondiale de 3,1 %² pour l'année civile 2026, soit une baisse de 0,2 % par rapport à ses prévisions de janvier. Cette baisse anticipée reflète les perturbations causées par la guerre et le conflit au Moyen-Orient, facteur en partie compensé par les effets décalés des récentes données commerciales solides et de la réduction des tarifs douaniers. Il subsiste des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne :

- l'escalade des tensions géopolitiques, notamment le conflit prolongé au Moyen-Orient, entraînant une hausse des pressions inflationnistes en raison de l'augmentation marquée des prix de l'énergie attribuable aux contraintes d'approvisionnement, ainsi que d'autres répercussions;
- les menaces croissantes à la cybersécurité et aux infrastructures mondiales résultant des progrès technologiques;
- l'absence d'accords commerciaux, qui prolonge le climat d'incertitude, entraîne un abandon de l'intégration économique mondiale au profit d'une posture de protectionnisme accru et nuit à la productivité et aux perspectives de croissance, en particulier pour les marchés émergents et les pays en voie de développement;
- les changements de priorités au sujet des politiques mondiales, y compris l'incertitude actuelle concernant les politiques américaines en matière de commerce, de relations extérieures, de défense et d'immigration, qui pourraient perturber les alliances mondiales et accroître les risques liés, entre autres, à l'économie et aux marchés;
- l'intensification des pressions politiques sur les institutions et les preneurs de décisions, qui pourrait aussi miner la crédibilité des politiques, réduire la confiance des investisseurs et accentuer les vulnérabilités macroéconomiques;
- les déficits budgétaires importants et la dette publique importante prévus pour les grandes économies, qui pourraient entraîner des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme, une instabilité des marchés financiers ou un ralentissement de la croissance, ainsi que leur incidence sur la confiance des consommateurs et des entreprises;
- la réévaluation des attentes de croissance de la productivité des technologies, en particulier celles liées à l'IA, qui pourrait mener à une baisse des investissements et entraîner une correction marquée des marchés financiers dans ces secteurs et dans d'autres secteurs, ainsi qu'une dégradation du patrimoine des ménages;
- le vieillissement de la population dans les pays développés, ainsi que les politiques en immigration changeantes, qui pourraient avoir une incidence à long terme sur la main-d'œuvre, la productivité économique et la capacité budgétaire des gouvernements;
- les conflits en cours, comme celui entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les tensions persistantes entre la Chine et Taïwan, conjugués à une montée de la polarisation et de l'agitation sociale;
- les événements météorologiques extrêmes.

Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Lignes directrices sur les normes de liquidité

Le 29 janvier 2026, le BSIF a mis à jour les lignes directrices sur les normes de liquidité en ce qui concerne le ratio de liquidité à court terme, le ratio de liquidité à long terme et les flux de trésorerie nets cumulatifs. Les modifications introduisent de nouvelles approches concernant le calcul des risques de liquidité liés à des produits comme les billets structurés et les dépôts provenant de tiers non liés, ainsi que des traitements définis pour les instruments assortis de clauses conditionnelles susceptibles d'influer sur le profil des échéances. Les lignes directrices sont entrées en vigueur le 1^{er} mai 2026 et leur incidence n'a pas été importante.

² Compte tenu de la complexité et de la fluidité de la conjoncture économique actuelle, le FMI a utilisé les prévisions de référence plutôt que la base habituelle pour sa projection de la croissance mondiale.

Initiatives canadiennes de lutte contre le blanchiment d'argent

La Loi visant à renforcer le système d'immigration et la frontière du Canada (la « Loi »), présentée comme le projet de loi C-12, a reçu la sanction royale et est entrée en vigueur le 26 mars 2026. La Loi renforce le régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes, notamment en rehaussant les sanctions administratives pécuniaires, en resserrant les exigences de conformité et en élargissant le champ d'application de la Loi au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada. La promulgation de la Loi n'a eu aucune incidence importante au deuxième trimestre de 2026.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2025. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est dégagé à 5 509 millions de dollars, en hausse de 1 119 millions, ou 25 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,85 \$, ayant progressé de 0,83 \$, ou 27 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 17,2 %, contre 14,2 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est élevé à 13,5 %, en hausse de 30 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 5 583 millions de dollars, en hausse de 1 055 millions, ou 23 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 3,90 \$, ayant augmenté de 0,78 \$, ou 25 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 17,4 %, en hausse par rapport à 14,7 % un an plus tôt.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. La diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a contribué à la hausse des résultats.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le bénéfice net s'est chiffré à 5 509 millions de dollars, en baisse de 276 millions, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,85 \$, en baisse de 0,18 \$, ou 4 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,2 %, une diminution par rapport à 17,6 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,5 % a diminué de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 5 583 millions de dollars, en baisse de 278 millions, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 3,90 \$, en baisse de 0,18 \$, ou 4 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est chiffré à 17,4 %, une diminution par rapport à 17,8 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète la baisse des résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Services de soutien généraux, facteur partiellement compensé par la hausse des résultats dans les secteurs Marchés des Capitaux et Assurances.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est chiffré à 11 294 millions de dollars, en hausse de 1 773 millions, ou 19 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 7,87 \$, en hausse de 1,31 \$, ou 20 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,4 %, une augmentation par rapport à 15,5 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 11 444 millions de dollars, en hausse de 1 662 millions, ou 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 7,98 \$, en hausse de 1,23 \$, ou 18 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est chiffré à 17,6 %, une augmentation par rapport à 15,9 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Notre bénéfice a augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'amélioration des résultats dans les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Marchés des Capitaux, facteur en partie neutralisé par le recul des résultats dans le secteur Assurances. Notre bénéfice reflète également l'incidence du change.

Pour plus de détails sur nos résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2026 par rapport au T2 2025	T2 2026 par rapport au T1 2026	T2 2026 par rapport au T2 2025
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	(222)\$	(40)\$	(446)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(4)	–	(14)
Frais autres que d'intérêt	(120)	(26)	(234)
Impôt sur le résultat	(13)	(2)	(22)
Bénéfice net	(85)	(12)	(176)
<i>Incidence sur le bénéfice par action</i>			
De base	(0,06)\$	(0,01)\$	(0,13)\$
Dilué	(0,06)	(0,01)	(0,13)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 31 janvier 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Dollar américain	0,729	0,726	0,704	0,728	0,701
Livre sterling	0,543	0,539	0,544	0,541	0,550
Euro	0,623	0,619	0,650	0,621	0,659

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 31 janvier 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Revenu d'intérêt et de dividende	25 022 \$	26 104 \$	24 970 \$	51 126 \$	51 425 \$
Charge d'intérêt	16 516	17 519	16 914	34 035	35 421
Revenu net d'intérêt	8 506 \$	8 585 \$	8 056 \$	17 091 \$	16 004 \$
Marge nette d'intérêt	1,58 %	1,55 %	1,64 %	1,57 %	1,62 %
Résultat des activités d'assurance	217 \$	240 \$	224 \$	457 \$	510 \$
Résultat des placements d'assurance	92	59	78	151	160
Revenus tirés des activités de négociation	609	1 180	641	1 789	1 836
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 915	2 924	2 544	5 839	5 211
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 403	1 414	1 211	2 817	2 447
Commissions de courtage en valeurs mobilières	550	508	486	1 058	957
Frais bancaires	572	593	607	1 165	1 219
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	878	742	615	1 620	1 289
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	345	380	338	725	656
Revenus sur cartes	305	335	328	640	645
Commissions de crédit	450	423	370	873	805
Profits nets sur les titres de placement	102	76	45	178	100
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	24	37	16	61	35
Autres	485	464	113	949	537
Revenus autres que d'intérêt	8 947	9 375	7 616	18 322	16 407
Total des revenus	17 453 \$	17 960 \$	15 672 \$	35 413 \$	32 411 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	600 \$	473 \$	614 \$	1 073 \$	978 \$
Revenus autres que d'intérêt	609	1 180	641	1 789	1 836
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 209 \$	1 653 \$	1 255 \$	2 862 \$	2 814 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total des revenus a augmenté de 1 781 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt, des autres revenus ainsi que des commissions de gestion de placements et de services de garde. L'accroissement des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à l'augmentation. L'incidence du change a fait diminuer les revenus de 222 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 450 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la croissance moyenne des volumes, de l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires aux particuliers, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux entreprises. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

La marge nette d'intérêt a diminué de 6 p.b. par rapport à il y a un an, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 371 millions de dollars, ou 15 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 192 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 263 millions de dollars, ou 43 %, ce qui reflète essentiellement l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions et la hausse des originations de titres de participation et de titres de créance dans toutes les régions.

Les autres revenus ont augmenté de 372 millions de dollars, ce qui s'explique en grande partie par la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été annulée pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le total des revenus a diminué de 507 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation, facteur en partie contrebalancé par la hausse des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils.

Le revenu net d'intérêt a reculé de 79 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de moins.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont repliés de 571 millions de dollars, ou 48 %, du fait essentiellement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions et du recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 136 millions de dollars, ou 18 %, ce qui est attribuable en grande partie à la hausse des originations de titres de participation et de titres de créance dans toutes les régions.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 3 002 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt et des commissions de gestion de placements et de services de garde. L'accroissement des autres revenus, des revenus tirés des fonds communs de placement et des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils a également contribué à l'augmentation. L'incidence du change a fait diminuer les revenus de 446 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 087 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de la croissance moyenne des volumes et de l'élargissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine. L'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions pour le secteur Marchés des Capitaux a également favorisé la progression. Ces facteurs ont été en partie annulés par la baisse des revenus pour nos portefeuilles d'activités autres que de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, qui a été annulée pour l'essentiel dans les autres revenus.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 628 millions de dollars, ou 12 %, ce qui est attribuable en grande partie à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 370 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 331 millions de dollars, ou 26 %, ce qui reflète essentiellement l'intensification des activités de fusion et acquisition et des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions.

Les autres revenus ont affiché une hausse de 412 millions de dollars, ou 77 %, du fait essentiellement des profits de nos portefeuilles d'activités autres que de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, qui ont été annulés pour l'essentiel dans le revenu net d'intérêt, et de la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été annulée pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 31 janvier 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Services bancaires aux particuliers	3 \$	16 \$	246 \$	19 \$	309 \$
Services bancaires aux entreprises	1	13	253	14	283
Gestion de patrimoine	3	(16)	35	(13)	71
Marchés des Capitaux	11	15	35	26	(26)
Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾	–	–	(1)	–	(1)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	18	28	568	46	636
Services bancaires aux particuliers	488 \$	516 \$	410 \$	1 004 \$	837 \$
Services bancaires aux entreprises	246	273	286	519	594
Gestion de patrimoine	52	34	51	86	96
Marchés des Capitaux	113	245	105	358	310
Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾	–	–	–	–	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	899	1 068	852	1 967	1 837
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	917	1 096	1 420	2 013	2 473
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres ⁽³⁾	(5)	(6)	4	(11)	1
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	912 \$	1 090 \$	1 424 \$	2 002 \$	2 474 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	(4) \$	15 \$	300 \$	11 \$	404 \$
Prêts de gros	22	13	268	35	232
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	18	28	568	46	636
Prêts de détail	500	564	454	1 064	939
Prêts de gros	399	504	398	903	898
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	899	1 068	852	1 967	1 837
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	917 \$	1 096 \$	1 420 \$	2 013 \$	2 473 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,41 %	0,58 %	0,38 %	0,50 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,34 %	0,40 %	0,35 %	0,37 %	0,37 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 512 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la baisse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a diminué de 550 millions de dollars, ce qui s'explique par le fait qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une hausse des dotations attribuable essentiellement à l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est accrue de 47 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers, qui a été neutralisée en partie par la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 178 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, en partie contrebalancée par la hausse des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est repliée de 10 millions de dollars, ou 36 %, du fait surtout des changements concernant la qualité du crédit, atténués par des changements défavorables dans nos perspectives macroéconomiques.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a diminué de 169 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la diminution des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 472 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout du repli des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises, Services bancaires aux particuliers et Gestion de patrimoine, facteur partiellement annulé par la hausse des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est repliée de 590 millions de dollars, en raison de l'augmentation des dotations à la période correspondante de l'exercice précédent, qui reflétait surtout l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers).

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 130 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Marchés des Capitaux, facteur en partie contrebalancé par le repli des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 31 janvier 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Salaires	2 393 \$	2 392 \$	2 366 \$	4 785 \$	4 720 \$
Rémunération variable	2 696	2 753	2 338	5 449	4 907
Avantages du personnel et conservation du personnel	734	801	720	1 535	1 406
Rémunération fondée sur des actions	188	343	54	531	432
Ressources humaines	6 011	6 289	5 478	12 300	11 465
Matériel	733	728	704	1 461	1 385
Frais d'occupation	447	420	428	867	857
Communications	391	355	378	746	705
Honoraires	513	471	538	984	1 040
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	387	386	457	773	892
Autres	955	814	747	1 769	1 642
Frais autres que d'intérêt	9 437 \$	9 463 \$	8 730 \$	18 900 \$	17 986 \$
Ratio d'efficacité (1)	54,1 %	52,7 %	55,7 %	53,4 %	55,5 %
Ratio d'efficacité ajusté (1), (2)	53,5 %	52,1 %	54,5 %	52,8 %	54,4 %

(1) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 707 millions de dollars, ou 8 %, sur un an, en raison surtout de l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été annulée pour l'essentiel dans les revenus autres que d'intérêt.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,1 %, soit une diminution de 160 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 53,5 %, en baisse de 100 p.b.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 26 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des coûts liés au personnel qui a été en partie neutralisée par l'incidence de l'augmentation des réserves légales.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,1 %, soit une augmentation de 140 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 53,5 %, en hausse de 140 p.b.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 914 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus, de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été annulée pour l'essentiel dans les revenus autres que d'intérêt, et de la hausse des coûts liés au personnel. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 53,4 %, soit une diminution de 210 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 52,8 %, en baisse de 160 p.b.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 31 janvier 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Impôt sur le résultat	1 595 \$	1 622 \$	1 128 \$	3 217 \$	2 430 \$
Bénéfice avant impôt	7 104	7 407	5 518	14 511	11 951
Taux d'imposition effectif	22,5 %	21,9 %	20,4 %	22,2 %	20,3 %
Résultats ajustés (1), (2)					
Impôt sur le résultat ajusté	1 622 \$	1 648 \$	1 174 \$	3 270 \$	2 518 \$
Bénéfice avant impôt ajusté	7 205	7 509	5 702	14 714	12 300
Taux d'imposition effectif ajusté	22,5 %	21,9 %	20,6 %	22,2 %	20,5 %

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

La charge d'impôt s'est accrue de 467 millions de dollars, ou 41 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a augmenté de 448 millions de dollars, ou 38 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 210 p.b. pour se chiffrer à 22,5 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté a augmenté de 190 p.b. pour s'établir à 22,5 %.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

La charge d'impôt a diminué de 27 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du recul du bénéfice avant impôt, qui a été en partie contrebalancé par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. La charge d'impôt ajustée a diminué de 26 millions de dollars, ou 2 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 60 p.b. pour se chiffrer à 22,5 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a progressé de 787 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a augmenté de 752 millions de dollars, ou 30 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 190 p.b. pour se chiffrer à 22,2 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté a augmenté de 170 p.b. pour s'établir à 22,2 %.

La charge d'impôt ajustée et le taux d'imposition effectif ajusté sont des mesures ou des ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Celles-ci n'ont pas été modifiées depuis le 31 octobre 2025, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances, pour lequel nous avons mis à jour notre méthode d'attribution des fonds propres, avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par les fonds propres attribués moyens pour la période. Pour chaque secteur, à l'exception du secteur Assurances, la moyenne des fonds propres attribués tient compte des fonds propres et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

L'attribution des fonds propres suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 31 janvier 2026	le 30 avril 2025	
	le 30 avril 2026							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances (1)	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 837 \$	834 \$	1 157 \$	215 \$	1 444 \$	(115)\$	5 372 \$	5 643 \$	4 274 \$		
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	29 650	19 600	25 600	3 400	40 000	10 150	128 400	127 350	123 300		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25,4 %	17,4 %	18,6 %	25,9 %	14,8 %	n.s.	17,2 %	17,6 %	14,2 %		

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos								le 30 avril 2025
	le 30 avril 2026							Total	
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances (1)	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 766 \$	1 675 \$	2 424 \$	424 \$	2 877 \$	(151)\$	11 015 \$	9 285 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	29 350	19 650	25 600	3 350	39 750	10 150	127 850	120 900	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25,9 %	17,2 %	19,1 %	25,4 %	14,6 %	n.s.	17,4 %	15,5 %	

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de fonds propres attribués.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Les mesures et les ratios hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures et les ratios hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats et ratios ajustés

Nous sommes d'avis que les résultats ajustés sont plus représentatifs de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de la performance. Les éléments spécifiés décrits ci-après peuvent entraîner une volatilité qui pourrait occulter les tendances de la performance des activités sous-jacentes, et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut varier considérablement d'une organisation à l'autre. Exclure l'incidence des éléments spécifiés et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions pourrait améliorer la comparabilité de notre performance financière et permettre aux lecteurs de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2025 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada).

Les ratios ajustés, y compris le bénéfice par action ajusté (de base et dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et le ratio d'efficacité ajusté, qui sont tirés des résultats ajustés, sont utiles aux lecteurs puisqu'ils peuvent améliorer la comparabilité dans le cadre de l'évaluation de la rentabilité calculée par action, de l'efficacité avec laquelle les bénéfices sont générés à partir de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de l'efficacité avec laquelle les coûts sont gérés par rapport aux revenus. Les résultats et les ratios ajustés peuvent également servir de base pour aider à prendre des décisions en matière de stratégie et d'attribution des fonds propres.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et ratios ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2026	31 janvier 2026	30 avril 2025	30 avril 2026	30 avril 2025
Total des revenus	17 453 \$	17 960 \$	15 672 \$	35 413 \$	32 411 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	912	1 090	1 424	2 002	2 474
Frais autres que d'intérêt	9 437	9 463	8 730	18 900	17 986
Bénéfice avant impôt	7 104	7 407	5 518	14 511	11 951
Impôt sur le résultat	1 595	1 622	1 128	3 217	2 430
Bénéfice net	5 509 \$	5 785 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 372 \$	5 643 \$	4 274 \$	11 015 \$	9 285 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 332	1 398 580	1 411 362	1 396 000	1 412 671
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,86 \$	4,03 \$	3,03 \$	7,89 \$	6,57 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 396 548	1 401 884	1 413 517	1 399 262	1 415 037
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,85 \$	4,03 \$	3,02 \$	7,87 \$	6,56 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,2 %	17,6 %	14,2 %	17,4 %	15,5 %
Taux d'imposition effectif	22,5 %	21,9 %	20,4 %	22,2 %	20,3 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	101 \$	102 \$	184 \$	203 \$	349 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	–	–	31	–	43
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (2)	101	102	153	203	306
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	27 \$	26 \$	46 \$	53 \$	88 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	–	–	7	–	13
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (2)	27	26	39	53	75
Résultats ajustés					
Bénéfice avant impôt ajusté	7 205 \$	7 509 \$	5 702 \$	14 714 \$	12 300 \$
Impôt sur le résultat ajusté	1 622	1 648	1 174	3 270	2 518
Bénéfice net ajusté	5 583	5 861	4 528	11 444	9 782
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté (3)	5 446	5 719	4 412	11 165	9 546
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 332	1 398 580	1 411 362	1 396 000	1 412 671
Bénéfice de base par action ajusté (en dollars)	3,91 \$	4,09 \$	3,13 \$	8,00 \$	6,76 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 396 548	1 401 884	1 413 517	1 399 262	1 415 037
Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars)	3,90 \$	4,08 \$	3,12 \$	7,98 \$	6,75 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	17,4 %	17,8 %	14,7 %	17,6 %	15,9 %
Taux d'imposition effectif ajusté	22,5 %	21,9 %	20,6 %	22,2 %	20,5 %

Ratio d'efficience ajusté

Total des revenus	17 453 \$	17 960 \$	15 672 \$	35 413 \$	32 411 \$
Frais autres que d'intérêt	9 437	9 463	8 730	18 900	17 986
Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) (1)	–	–	31	–	43
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (2)	101	102	153	203	306
Frais autres que d'intérêt ajustés (3)	9 336 \$	9 361 \$	8 546 \$	18 697 \$	17 637 \$
Ratio d'efficience	54,1 %	52,7 %	55,7 %	53,4 %	55,5 %
Ratio d'efficience ajusté	53,5 %	52,1 %	54,5 %	52,8 %	54,4 %

(1) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(2) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(3) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

Services bancaires aux particuliers

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2026	31 janvier 2026	30 avril 2025	30 avril 2026	30 avril 2025
Revenu net d'intérêt	3 715 \$	3 831 \$	3 519 \$	7 546 \$	7 024 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 334	1 407	1 286	2 741	2 592
Total des revenus	5 049	5 238	4 805	10 287	9 616
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	6	16	246	22	309
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	486	515	408	1 001	833
Dotation à la provision pour pertes de crédit	492	531	654	1 023	1 142
Frais autres que d'intérêt	1 987	2 020	1 952	4 007	3 967
Bénéfice avant impôt	2 570	2 687	2 199	5 257	4 507
Bénéfice net	1 870 \$	1 962 \$	1 602 \$	3 832 \$	3 280 \$
Revenus par secteur d'exploitation					
Services bancaires aux particuliers – Canada	4 736 \$	4 923 \$	4 483 \$	9 659 \$	8 982 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	313	315	322	628	634
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25,4 %	26,3 %	23,1 %	25,9 %	23,4 %
Marge nette d'intérêt	2,71 %	2,72 %	2,66 %	2,71 %	2,62 %
Ratio d'efficacité	39,4 %	38,6 %	40,6 %	39,0 %	41,3 %
Levier d'exploitation (1)	3,3 %	8,7 %	6,2 %	6,0 %	4,4 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	562 700 \$	559 500 \$	541 800 \$	561 100 \$	540 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	550 800	548 500	531 500	549 600	530 800
Moyenne des dépôts	437 400	436 800	440 400	437 100	438 700
Biens administrés (2)	302 500	293 100	257 500	302 500	257 500
Moyenne des biens administrés	297 200	290 100	260 700	293 600	261 200
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,36 %	0,37 %	0,32 %	0,36 %	0,32 %
Autres renseignements – Services bancaires aux particuliers – Canada					
Bénéfice net	1 774 \$	1 868 \$	1 503 \$	3 642 \$	3 086 \$
Marge nette d'intérêt	2,65 %	2,66 %	2,59 %	2,65 %	2,55 %
Ratio d'efficacité	37,8 %	37,1 %	39,3 %	37,4 %	39,9 %
Levier d'exploitation	4,1 %	9,1 %	5,6 %	6,6 %	3,9 %

(1) Se reporter au glossaire pour la composition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement de 13 milliards de dollars et 5 milliards au 30 avril 2026 (14 milliards et 5 milliards au 31 janvier 2026; 15 milliards et 6 milliards au 30 avril 2025).

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 268 millions de dollars, ou 17 %, sur un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est accru de 244 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont progressé de 253 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 2 % et l'élargissement des écarts, ce qui comprend l'incidence défavorable de la baisse du cumul des ajustements de la juste valeur liés à l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada). La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont reculé de 9 millions de dollars, ou 3 %.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 5 p.b., en raison surtout des changements favorables dans la composition des produits et de l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés, facteurs annulés en partie par l'incidence défavorable de la baisse du cumul des ajustements de la juste valeur liés à la transaction visant HSBC Canada.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est repliée de 162 millions de dollars, ou 25 %, ce qui s'explique par le fait qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable essentiellement à l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée. Ce facteur a été partiellement neutralisé par la hausse des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans nos portefeuilles canadiens.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 35 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout de l'augmentation des coûts d'exploitation, qui a été en partie contrebalancée par le repli des coûts liés au personnel, notamment l'incidence des modifications ciblées de nos régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de départ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le bénéfice net s'est replié de 92 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse du revenu net d'intérêt découlant du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de moins.

La marge nette d'intérêt a diminué de 1 p.b., ce qui comprend l'incidence défavorable de la baisse du cumul des ajustements de la juste valeur liés à la transaction visant HSBC Canada.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 552 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse du revenu net d'intérêt, l'augmentation des revenus autres que d'intérêt et le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 671 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 2 % et l'élargissement des écarts, ce qui comprend l'incidence défavorable de la baisse du cumul des ajustements de la juste valeur liés à la transaction visant HSBC Canada. La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, a également contribué à la hausse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 119 millions de dollars, ou 10 %, du fait de l'augmentation des dotations liées aux prêts productifs à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Ces facteurs ont été en partie annulés par l'accroissement des dotations liées aux prêts douteux principalement dans nos portefeuilles canadiens.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 40 millions de dollars, ou 1 %, ce qui reflète la gestion prudente des dépenses.

Services bancaires aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2026	31 janvier 2026	30 avril 2025	30 avril 2026	30 avril 2025
Revenu net d'intérêt	1 844 \$	1 895 \$	1 734 \$	3 739 \$	3 530 \$
Revenus autres que d'intérêt	315	312	328	627	659
Total des revenus	2 159	2 207	2 062	4 366	4 189
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	1	13	253	14	284
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	246	273	286	519	594
Dotation à la provision pour pertes de crédit	247	286	539	533	878
Frais autres que d'intérêt	730	725	698	1 455	1 408
Bénéfice avant impôt	1 182	1 196	825	2 378	1 903
Bénéfice net	854 \$	863 \$	597 \$	1 717 \$	1 374 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,4 %	16,9 %	12,1 %	17,2 %	13,8 %
Marge nette d'intérêt	3,93 %	3,93 %	3,82 %	3,93 %	3,86 %
Ratio d'efficacité	33,8 %	32,9 %	33,9 %	33,3 %	33,6 %
Levier d'exploitation	0,1 %	1,7 %	1,2 %	0,9 %	1,0 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	192 400 \$	191 300 \$	186 000 \$	191 900 \$	184 600 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	192 300	191 300	186 000	191 800	184 600
Moyenne des dépôts	318 900	318 800	310 700	318 800	307 800
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,53 %	0,57 %	0,63 %	0,55 %	0,65 %

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est accru de 257 millions de dollars, ou 43 %, sur un an, en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. L'augmentation du revenu net d'intérêt a également contribué à l'accroissement.

Le total des revenus a augmenté de 97 millions de dollars, ou 5 %, du fait surtout de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 3 % pour les prêts et les dépôts, et l'élargissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 292 millions de dollars, ou 54 %, ce qui s'explique par le fait qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable essentiellement à l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée. La diminution des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la baisse.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 32 millions de dollars, ou 5 %, du fait surtout de l'augmentation des coûts d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le bénéfice net a diminué de 9 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse du revenu net d'intérêt découlant du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de moins. Ce facteur a été partiellement neutralisé par la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit qui s'explique surtout par la diminution des dotations liées aux prêts douteux.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 343 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. La hausse du revenu net d'intérêt a également contribué à l'augmentation.

Le total des revenus a augmenté de 177 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de la hausse du revenu net d'intérêt, ce qui reflète la croissance moyenne des volumes de 4 % pour les prêts et les dépôts, ainsi que l'élargissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 345 millions de dollars, ou 39 %, ce qui s'explique par le fait qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable essentiellement à l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée. La baisse des dotations liées aux prêts douteux a également contribué au recul.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 47 millions de dollars, ou 3 %, du fait surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, des coûts d'exploitation et des honoraires, déduction faite des synergies réalisées dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres, les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2026	31 janvier 2026	30 avril 2025	30 avril 2026	30 avril 2025
Revenu net d'intérêt	1 429 \$	1 454 \$	1 301 \$	2 883 \$	2 695 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 525	4 630	4 096	9 155	8 270
Total des revenus	5 954	6 084	5 397	12 038	10 965
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	3	(16)	35	(13)	71
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	52	34	51	86	96
Dotation à la provision pour pertes de crédit	55	18	86	73	167
Frais autres que d'intérêt	4 379	4 384	4 098	8 763	8 302
Bénéfice avant impôt	1 520	1 682	1 213	3 202	2 496
Bénéfice net	1 185 \$	1 295 \$	929 \$	2 480 \$	1 909 \$
Revenus par secteur d'exploitation					
Gestion de patrimoine – Canada	1 922 \$	1 916 \$	1 685 \$	3 838 \$	3 378 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National Bank [City National])	2 593	2 656	2 450	5 249	4 916
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 891	1 929	1 725	3 820	3 447
Gestion mondiale d'actifs	881	964	740	1 845	1 607
Gestion de patrimoine – International	353	358	329	711	673
Services aux investisseurs	205	190	193	395	391
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,6 %	19,6 %	14,6 %	19,1 %	14,9 %
Marge nette d'intérêt	3,37 %	3,38 %	3,28 %	3,38 %	3,31 %
Marge avant impôt (1)	25,5 %	27,6 %	22,5 %	26,6 %	22,8 %
Nombre de conseillers (2)	6 276	6 301	6 191	6 276	6 191
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	173 800 \$	170 700 \$	162 800 \$	172 200 \$	164 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	132 100	129 800	123 400	130 900	122 700
Moyenne des dépôts	178 400	177 100	170 200	177 700	177 100
Biens administrés (3)	5 537 800	5 314 400	4 737 300	5 537 800	4 737 300
Biens sous gestion (3)	1 620 600	1 578 900	1 354 800	1 620 600	1 354 800
Moyenne des biens administrés	5 504 700	5 335 600	4 862 100	5 418 700	4 819 400
Moyenne des biens sous gestion	1 604 500	1 569 700	1 391 700	1 586 900	1 376 400
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,16 %	0,10 %	0,16 %	0,13 %	0,16 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2026 par rapport au T2 2025	T2 2026 par rapport au T1 2026	T2 2026 par rapport au T2 2025
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(98)\$	(17)\$	(197)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	–	(2)
Frais autres que d'intérêt	(77)	(13)	(149)
Bénéfice net	(16)	(4)	(37)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	4 %	– %	4 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	– %	1 %	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	1 %	(6)%

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 256 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a aussi entraîné une augmentation de la rémunération variable. La hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de prêts et de dépôts et l'élargissement des écarts a également contribué à l'augmentation.

Le total des revenus s'est accru de 557 millions de dollars, ou 10 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 237 millions de dollars, ou 14 %, du fait surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes pour les dépôts et la progression des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 143 millions de dollars, ou 6 %. L'incidence du change a fait diminuer les revenus de 97 millions de dollars. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 166 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes des prêts.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 141 millions de dollars, ou 19 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 24 millions de dollars, ou 7 %, ce qui s'explique principalement par la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés, ainsi que par l'augmentation des revenus tirés des transactions.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont progressé de 12 millions de dollars, ou 6 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus liés aux services tarifés, des revenus tirés des transactions et du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la fin de l'accord de services de transition lié à la vente des activités de RBC Investor Services® à CACEIS.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 31 millions de dollars, ou 36 %, ce qui s'explique par le fait qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une hausse des dotations liées aux prêts productifs pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) découlant des changements défavorables concernant la pondération de nos scénarios, attribuable à l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 281 millions de dollars, ou 7 %, ce qui s'explique principalement par l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le bénéfice net a diminué de 110 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage, du repli saisonnier des honoraires liés au rendement et de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, qui reflète principalement des dotations constituées à l'égard des prêts productifs, comparativement à des contrepassations de dotations au trimestre précédent, et des dotations liées aux prêts douteux. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des coûts liés au personnel.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 571 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable. La hausse du revenu net d'intérêt a également contribué à cette augmentation.

Le total des revenus s'est accru de 1 073 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de prêts et l'élargissement des écarts. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 94 millions de dollars, ou 56 %, en raison essentiellement de contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours de la période à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui reflète principalement les changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, comparativement à des dotations constituées à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout des changements défavorables concernant la pondération de nos scénarios qui reflétaient l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers).

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 461 millions de dollars, ou 6 %, ce qui est en grande partie attribuable à l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus, de même qu'à la hausse des coûts liés au personnel. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2026	31 janvier 2026	30 avril 2025	30 avril 2026	30 avril 2025
Revenus autres que d'intérêt					
Résultat des activités d'assurance	217 \$	240 \$	224 \$	457 \$	510 \$
Résultat des placements d'assurance	92	59	78	151	160
Autres revenus	36	39	36	75	74
Total des revenus	345	338	338	683	744
Frais autres que d'intérêt	75	78	80	153	167
Bénéfice avant impôt	270	260	258	530	577
Bénéfice net	218 \$	213 \$	211 \$	431 \$	483 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	25,9 %	24,9 %	42,0 %	25,4 %	46,1 %
Primes et dépôts (2), (3)	1 589 \$	1 683 \$	1 360 \$	3 272 \$	3 782 \$
Marge sur services contractuels (4)	1 759	1 773	1 950	1 759	1 950

- (1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondées sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.
- (3) Les montants correspondants pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2025 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (4) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs au titre des contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 7 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la hausse du résultat des placements d'assurance reflétant la diminution des coûts de financement, ce qui a été en partie neutralisé par la baisse du résultat des activités d'assurance, l'incidence favorable des reprises de contrats de réassurance ayant été plus que compensée par l'incidence de la sinistralité.

Le total des revenus a progressé de 7 millions de dollars, ou 2 %, du fait essentiellement de la hausse du résultat des placements d'assurance, en partie compensée par la baisse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont repliés de 5 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement des coûts des indemnités de départ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le bénéfice net a augmenté de 5 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'accroissement du résultat des placements d'assurance découlant de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ce facteur a été atténué par la baisse du résultat des activités d'assurance, l'incidence favorable des reprises de contrats de réassurance ayant été plus que compensée par l'incidence de la sinistralité.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 52 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la baisse du résultat des activités d'assurance découlant de l'incidence des reprises de contrats de réassurance à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est replié de 61 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la baisse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 14 millions de dollars, ou 8 %, du fait surtout des coûts des indemnités de départ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2026	31 janvier 2026	30 avril 2025	30 avril 2026	30 avril 2025
Revenu net d'intérêt (1)	1 315 \$	1 218 \$	1 275 \$	2 533 \$	2 193 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	2 628	2 800	2 026	5 428	4 864
Total des revenus (1)	3 943	4 018	3 301	7 961	7 057
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	5	16	40	21	(23)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	112	240	106	352	311
Dotation à la provision pour pertes de crédit	117	256	146	373	288
Frais autres que d'intérêt	2 097	2 119	1 885	4 216	3 926
Bénéfice avant impôt	1 729	1 643	1 270	3 372	2 843
Bénéfice net	1 484 \$	1 478 \$	1 202 \$	2 962 \$	2 634 \$
Revenus par secteur d'exploitation					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 861 \$	1 722 \$	1 589 \$	3 583 \$	3 304 \$
Marchés mondiaux	2 052	2 224	1 769	4 276	3 848
Autres	30	72	(57)	102	(95)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,8 %	14,4 %	12,5 %	14,6 %	13,7 %
Moyenne du total de l'actif	1 453 900 \$	1 462 000 \$	1 295 000 \$	1 458 000 \$	1 311 100 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	242 300	253 500	199 800	248 000	205 800
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	188 300	175 500	160 900	181 800	160 300
Moyenne des dépôts	463 200	454 400	374 100	458 700	367 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,56 %	0,27 %	0,40 %	0,39 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2026 par rapport au T2 2025	T2 2026 par rapport au T1 2026	T2 2026 par rapport au T2 2025
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(102)\$	(17)\$	(197)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(3)	–	(12)
Frais autres que d'intérêt	(38)	(9)	(70)
Bénéfice net	(51)	(7)	(99)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	4 %	– %	4 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	– %	1 %	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	1 %	(6)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent s'est élevée à 20 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2026 (25 millions au 31 janvier 2026; 9 millions au 30 avril 2025) et à 45 millions pour le semestre clos le 30 avril 2026 (35 millions au 30 avril 2025). Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 282 millions de dollars, ou 23 %, sur un an, en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de l'impôt reflétant la composition du bénéfice et par la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats.

Le total des revenus a augmenté de 642 millions de dollars, ou 19 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont affiché une hausse de 272 millions de dollars, ou 17 %, qui s'explique surtout par l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions et par celle des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans toutes les régions.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté de 283 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation au Canada et en Europe, ainsi que des profits à la cession de certains titres de placement. L'accroissement des revenus tirés des commissions en valeur nette au comptant découlant de l'intensification des activités des clients, des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et de l'intensification des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance dans la plupart des régions a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

Les autres revenus se sont accrus de 87 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la diminution des coûts de financement résiduels et des coûts des capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 29 millions de dollars, ou 20 %, ce qui s'explique par le fait qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable essentiellement à l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 212 millions de dollars, ou 11 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le bénéfice net est demeuré relativement stable. Le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit, qui reflète surtout la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des services financiers, et l'intensification des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance dans toutes les régions ont été neutralisés par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 328 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux, Grande entreprise et services de banque d'investissement et Autres. Cette augmentation a été annulée en partie par la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats, l'augmentation de l'impôt reflétant les changements dans la composition du bénéfice, l'incidence du change et l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est accru de 904 millions de dollars, ou 13 %, sous l'effet essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de l'intensification des activités de fusion et acquisition et d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions. La diminution des coûts de financement résiduels et des coûts des capitaux, les profits à la cession de certains titres de placement et l'augmentation des revenus tirés de prêts dans la plupart des régions ont également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et la baisse des revenus tirés de la syndication de prêts, notamment, la réduction de souscriptions de prêts aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 85 millions de dollars, ou 30 %, du fait principalement des dotations constituées à l'égard des prêts productifs au cours de la période à l'étude, en raison surtout de la croissance du portefeuille et des changements défavorables concernant la qualité du crédit, comparativement à des contrepassations de dotations au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des services financiers, en partie contrebalancée par la baisse des dotations dans le secteur des autres services, a également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 290 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 31 janvier 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	203 \$	187 \$	227 \$	390 \$	562 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(200)	(112)	(458)	(312)	(722)
Total des revenus (1), (2)	3	75	(231)	78	(160)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	(1)	(1)	–	(1)
Frais autres que d'intérêt (2)	169	137	17	306	216
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(167)	(61)	(247)	(228)	(375)
Charge (économie) d'impôt (1)	(65)	(35)	(96)	(100)	(216)
Bénéfice net (perte nette)	(102)\$	(26)\$	(151)\$	(128)\$	(159)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 30 avril 2026, les revenus ont inclus des profits de 79 millions de dollars (profits de 90 millions et pertes de 140 millions, respectivement, au 31 janvier 2026 et au 30 avril 2025) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 74 millions (86 millions et (112) millions, respectivement, au 31 janvier 2026 et au 30 avril 2025), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour le semestre clos le 30 avril 2026, les revenus ont inclus des profits de 169 millions de dollars (pertes de 28 millions au 30 avril 2025) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 160 millions ((4) millions au 30 avril 2025), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction de l'ajustement lié à la majoration au montant imposable équivalent de 20 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2026, comparativement à 25 millions au trimestre précédent et à 9 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui se rattache principalement à la majoration des revenus provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2026

La perte nette s'est dégagée à 102 millions de dollars, en raison principalement des réserves légales et des coûts non affectés résiduels.

Premier trimestre de 2026

La perte nette s'est chiffrée à 26 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, neutralisés partiellement par les activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2025

La perte nette s'est établie à 151 millions de dollars, du fait essentiellement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ.

Deuxième trimestre de 2026 (résultats semestriels)

La perte nette s'est chiffrée à 128 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels et des réserves légales. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

La perte nette s'est établie à 159 millions de dollars, du fait essentiellement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2026			2025			2024	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Services bancaires aux particuliers	5 049 \$	5 238 \$	5 178 \$	5 060 \$	4 805 \$	4 811 \$	4 658 \$	4 490 \$
Services bancaires aux entreprises	2 159	2 207	2 221	2 152	2 062	2 127	2 077	2 036
Gestion de patrimoine	5 954	6 084	5 900	5 513	5 397	5 568	5 186	4 964
Assurances	345	338	209	368	338	406	278	285
Marchés des Capitaux (1)	3 943	4 018	3 611	3 758	3 301	3 756	2 903	3 004
Services de soutien généraux (1)	3	75	90	134	(231)	71	(28)	(148)
Total des revenus	17 453	17 960	17 209	16 985	15 672	16 739	15 074	14 631
Dotation à la provision pour pertes de crédit	912	1 090	1 007	881	1 424	1 050	840	659
Frais autres que d'intérêt	9 437	9 463	9 374	9 232	8 730	9 256	9 019	8 599
Bénéfice avant impôt	7 104	7 407	6 828	6 872	5 518	6 433	5 215	5 373
Impôt sur le résultat	1 595	1 622	1 394	1 458	1 128	1 302	993	887
Bénéfice net	5 509 \$	5 785 \$	5 434 \$	5 414 \$	4 390 \$	5 131 \$	4 222 \$	4 486 \$
Bénéfice par action – de base	3,86 \$	4,03 \$	3,77 \$	3,76 \$	3,03 \$	3,54 \$	2,92 \$	3,09 \$
– dilué	3,85	4,03	3,76	3,75	3,02	3,54	2,91	3,09
Taux d'imposition effectif	22,5 %	21,9 %	20,4 %	21,2 %	20,4 %	20,2 %	19,0 %	16,5 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,729 \$	0,726 \$	0,720 \$	0,728 \$	0,704 \$	0,699 \$	0,733 \$	0,730 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers. La marge nette d'intérêt a été favorisée par les changements dans la composition des produits et par l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés.

Une croissance des volumes de prêts et de dépôts pendant la période a fait croître les revenus du secteur Services bancaires aux entreprises. Le revenu net d'intérêt a été favorisé par les changements dans la composition des produits et par l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est influencée par les conditions de marché.

Les revenus du secteur Assurances rendent essentiellement compte de l'expérience en matière de placement et d'assurance. Les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels et les pertes liées aux nouvelles activités sont reflétées dans les résultats des activités d'assurance.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Les honoraires tirés des services bancaires ont augmenté pendant la majeure partie de 2024. Toutefois, au premier semestre de 2025, la croissance des honoraires a commencé à ralentir sur fond d'incertitude macroéconomique et de volatilité des marchés, puis a laissé entrevoir une certaine reprise au deuxième semestre de 2025, et est demeurée robuste au premier semestre de 2026. Les activités de vente et de négociation ont poursuivi sur leur lancée depuis la seconde moitié de 2024, la volatilité accrue du marché et une conjoncture favorable du marché ayant soutenu une forte activité client.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques, lesquelles influent sur nos prévisions et la pondération de nos scénarios, et les risques. Pour la période, les dotations liées aux actifs productifs reflétaient généralement les changements défavorables concernant la qualité du crédit. Nos prévisions macroéconomiques se sont dans l'ensemble améliorées tout au long de la période, à l'exception du deuxième trimestre de 2025, moment où des changements défavorables sont survenus en raison de l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) et du trimestre considéré. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a, en général, été en hausse pendant la période.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les frais comprenaient également les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada avant le troisième trimestre de 2025.

Notre taux d'imposition effectif a été touché par des niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Depuis le premier trimestre de 2025, notre taux d'imposition effectif rend compte de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2026	31 octobre 2025
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	93 493 \$	87 388 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (2)	612 364	561 788
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 375	309 683
Prêts		
Prêts de détail	663 356	652 344
Prêts de gros	422 114	397 171
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 521)	(7 093)
Autres – Dérivés	150 745	177 206
– Autres	145 154	146 519
Total de l'actif	2 396 080 \$	2 325 006 \$
Passif		
Dépôts	1 581 546 \$	1 515 616 \$
Autres – Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	312 954	289 516
– Dérivés	156 627	183 953
– Autres	190 682	182 809
Débitures subordonnées	13 498	13 961
Total du passif	2 255 307	2 185 855
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	140 717	139 092
Participations ne donnant pas le contrôle	56	59
Total des capitaux propres	140 773	139 151
Total du passif et des capitaux propres	2 396 080 \$	2 325 006 \$

(1) Inclut la trésorerie et les montants à recevoir de banques ainsi que les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques.

(2) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total de l'actif a augmenté de 71 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2025, déduction faite d'une baisse de 79 milliards attribuable à l'incidence du change.

La trésorerie et les dépôts auprès de banques se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion des liquidités et de la trésorerie.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 51 milliards de dollars, ou 9 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'entités gouvernementales, ce qui rend compte des activités de gestion des liquidités et de la trésorerie, partiellement contrebalancée par l'incidence du change.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés se sont accrus de 7 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'intensification des activités de financement des clients, partiellement contrebalancée par l'incidence du change.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont augmenté de 36 milliards de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels, partiellement contrebalancée par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont reculé de 26 milliards de dollars, ou 15 %, déduction faite de l'incidence du change, en raison principalement de la diminution des justes valeurs des contrats de change et des contrats sur actions, en partie neutralisée par l'augmentation des justes valeurs des autres contrats sur dérivés.

Les autres actifs sont demeurés relativement stables.

Le total du passif a augmenté de 69 milliards de dollars, ou 3 %, déduction faite d'une baisse de 79 milliards attribuable à l'incidence du change.

Les dépôts se sont accrus de 66 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse des dépôts des entreprises et des gouvernements et des dépôts à terme des banques découlant des activités de gestion des liquidités et de la trésorerie, ainsi que de la croissance des dépôts à vue en raison des activités des clients, ce qui a été partiellement contrebalancé par l'incidence du change.

Les engagements liés aux conventions de rachat et aux titres prêtés ont augmenté de 23 milliards de dollars, ou 8 %, en raison des activités de financement des clients, partiellement contrebalancées par l'incidence du change.

Les passifs dérivés ont fléchi de 27 milliards de dollars, ou 15 %, déduction faite de l'incidence du change, en raison principalement de la diminution des justes valeurs des contrats de change et des contrats sur actions, facteur en partie contrebalancé par l'augmentation des justes valeurs du taux d'intérêt et des autres contrats sur dérivés.

Les autres passifs se sont accrus de 8 milliards de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la hausse des engagements afférents à des titres vendus à découvert favorisée par les activités des clients.

Les débitures subordonnées sont restées relativement stables.

Le total des capitaux propres a augmenté de 2 milliards de dollars, ou 1 %, ce qui rend essentiellement compte du bénéfice, déduction faite des dividendes, des rachats d'actions et des rachats de billets de capital à recours limité.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026.

Nos principales transactions hors bilan comprennent celles décrites aux pages 71 et 72 de notre rapport annuel 2025.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2025.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2026					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	9 144 \$	41 %	13 345 \$	59 %	22 489 \$	1 759 \$
Québec	11 189	23	36 965	77	48 154	3 603
Ontario	30 753	13	202 592	87	233 345	18 517
Alberta	17 643	39	27 403	61	45 046	4 612
Saskatchewan et Manitoba	8 098	37	13 590	63	21 688	1 738
Colombie-Britannique et territoires	11 850	13	78 812	87	90 662	8 434
Total – Canada (5)	88 677	19	372 707	81	461 384	38 663
États-Unis	–	–	36 179	100	36 179	2 217
Autres pays	–	–	3 316	100	3 316	1 435
Total – Autres pays	–	–	39 495	100	39 495	3 652
Total	88 677 \$	18 %	412 202 \$	82 %	500 879 \$	42 315 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2026					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	9 188 \$	41 %	13 130 \$	59 %	22 318 \$	1 747 \$
Québec	11 326	24	36 319	76	47 645	3 515
Ontario	30 784	13	200 965	87	231 749	18 369
Alberta	17 677	40	26 852	60	44 529	4 588
Saskatchewan et Manitoba	8 181	39	12 866	61	21 047	1 706
Colombie-Britannique et territoires	12 041	13	78 267	87	90 308	8 314
Total – Canada (5)	89 197	19	368 399	81	457 596	38 239
États-Unis	–	–	35 615	100	35 615	2 154
Autres pays	–	–	3 318	100	3 318	1 374
Total – Autres pays	–	–	38 933	100	38 933	3 528
Total	89 197 \$	18 %	407 332 \$	82 %	496 529 \$	41 767 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 42 299 millions de dollars et 16 millions, respectivement (41 751 millions et 16 millions, respectivement, au 31 janvier 2026), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 461 milliards de dollars (458 milliards au 31 janvier 2026) comprend des prêts hypothécaires de clients commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 31 janvier 2026) dans le secteur Services bancaires aux entreprises, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 31 janvier 2026) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 janvier 2026) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont une tranche de 18 milliards (18 milliards au 31 janvier 2026) est détenue à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 janvier 2026).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	30 avril 2026			31 janvier 2026		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	74 %	43 %	72 %	75 %	40 %	72 %
De 25 à 30 ans	26	57	28	25	60	28
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

Ratio prêt-valeur moyen ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC[®] par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2026		le 31 janvier 2026		le 30 avril 2026	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique ⁽⁴⁾						
Provinces de l'Atlantique	70 %	70 %	70 %	70 %	70 %	70 %
Québec	70	71	69	70	70	70
Ontario	72	67	71	67	71	67
Alberta	70	70	70	70	70	70
Saskatchewan et Manitoba	72	73	72	73	72	73
Colombie-Britannique et territoires	66	65	67	64	66	64
États-Unis	68	n.s.	70	n.s.	69	n.s.
Autres pays	70	n.s.	72	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période ^{(5), (6)}	70 %	68 %	70 %	67 %	70 %	67 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ⁽⁷⁾	62 %	52 %	61 %	51 %	62 %	52 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale[†]. n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 janvier 2026
	30 avril 2026								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Europe (hors Royaume-Uni)	21 583 \$	37 914 \$	8 849 \$	2 907 \$	32 609 \$	21 072 \$	17 572 \$	71 253 \$	56 437 \$
Royaume-Uni	15 379	42 388	9 541	1 907	24 780	29 471	14 964	69 215	66 195
Antilles	6 748	10 708	3 750	1 529	10 071	4 870	7 794	22 735	22 000
Asie-Pacifique	9 750	54 777	5 574	1 671	21 294	44 937	5 541	71 772	55 590
Autres (4)	3 232	1 620	4 437	107	2 659	3 334	3 403	9 396	8 553
Risque net des autres pays (5)	56 692 \$	147 407 \$	32 151 \$	8 121 \$	91 413 \$	103 684 \$	49 274 \$	244 371 \$	208 775 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 484 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (470 milliards au 31 janvier 2026) et 20 milliards à l'égard des dérivés (24 milliards au 31 janvier 2026).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 34 milliards de dollars (28 milliards au 31 janvier 2026), des dépôts de 60 milliards (38 milliards au 31 janvier 2026) et des titres de placement de 53 milliards (48 milliards au 31 janvier 2026).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 8 290 millions de dollars (6 883 millions au 31 janvier 2026) lié aux organismes supranationaux.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	30 avril 2026	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Services bancaires aux particuliers	2 427 \$	2 385 \$	2 091 \$
Services bancaires aux entreprises	3 486	3 450	3 362
Gestion de patrimoine	923	699	609
Marchés des Capitaux	2 954	2 633	2 620
Total du montant brut des prêts douteux	9 790 \$	9 167 \$	8 682 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	9 167 \$	8 682 \$	8 751 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	1 888	2 348	1 962
Remboursements nets (1)	(403)	(578)	(249)
Montants sortis du bilan	(861)	(753)	(1 216)
Autres (2)	(1)	(532)	(566)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	9 790 \$	9 167 \$	8 682 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,90 %	0,86 %	0,83 %
Services bancaires aux particuliers	0,43 %	0,43 %	0,38 %
Services bancaires aux particuliers – Canada	0,40 %	0,40 %	0,34 %
Services bancaires aux entreprises	1,78 %	1,78 %	1,74 %
Gestion de patrimoine	0,69 %	0,54 %	0,47 %
Marchés des Capitaux	1,52 %	1,46 %	1,52 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers – Canada et Services bancaires aux entreprises sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus, des montants liés aux biens saisis détenus à titre d'immeubles de placement et aux participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints, des écarts de change et autres variations.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 623 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des prêts douteux des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers s'est accru de 42 millions de dollars, ou 2 %, du fait essentiellement de la hausse des prêts douteux de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels canadien, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des prêts douteux dans les portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles et de ceux de prêts aux particuliers canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux entreprises a augmenté de 36 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux dans notre portefeuille de prêts aux petites entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a grimpé de 224 millions de dollars, ou 32 %, du fait surtout de la hausse des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), essentiellement dans nos portefeuilles de détail, ainsi que dans les secteurs d'activité des services publics et des autres services.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 321 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la progression des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, notamment ceux de l'immobilier et autres, des produits forestiers et de la consommation discrétionnaire.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	30 avril 2026	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Services bancaires aux particuliers	3 788 \$	3 794 \$	3 739 \$
Services bancaires aux entreprises	2 461	2 436	2 300
Gestion de patrimoine	522	482	496
Marchés des Capitaux	1 032	1 039	923
Services de soutien généraux et autres	1	1	1
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	7 804	7 752	7 459
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (1)	15	15	11
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	7 819 \$	7 767 \$	7 470 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	3 463 \$	3 466 \$	3 454 \$
Prêts de gros	2 024	2 005	2 019
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	5 487 \$	5 471 \$	5 473 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	2 317	2 281	1 986

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a augmenté de 52 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, du fait essentiellement de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, principalement dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux entreprises, partiellement contrebalancée par le secteur Marchés des Capitaux. La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a augmenté de 16 millions de dollars, en raison pour l'essentiel des changements défavorables dans nos perspectives macroéconomiques, neutralisés en partie par des changements concernant la qualité du crédit.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché, telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2025. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2025. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2025.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net**VAR et VAR des activités de négociation**

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2026				31 janvier 2026		30 avril 2025	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	12 \$	16 \$	21 \$	10 \$	12 \$	16 \$	25 \$	15 \$
Change	8	5	8	3	7	5	3	3
Marchandises	8	8	12	6	10	11	5	7
Taux d'intérêt (1)	21	23	30	19	25	27	22	19
Risque de crédit spécifique (2)	6	5	8	5	5	6	8	7
Effet de diversification (3)	(37)	(34)	n.s.	n.s.	(39)	(37)	(29)	(27)
VAR des activités de négociation	18 \$	23 \$	31 \$	14 \$	20 \$	28 \$	34 \$	24 \$
VAR totale	34 \$	44 \$	57 \$	32 \$	26 \$	42 \$	51 \$	33 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2026				30 avril 2025	
	Pour le semestre clos à cette date				Pour le semestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	12 \$	16 \$	25 \$	10 \$	25 \$	15 \$
Change	8	5	9	2	3	4
Marchandises	8	10	15	6	5	7
Taux d'intérêt (1)	21	25	32	19	22	21
Risque de crédit spécifique (2)	6	5	8	5	8	8
Effet de diversification (3)	(37)	(36)	n.s.	n.s.	(29)	(31)
VAR des activités de négociation	18 \$	25 \$	34 \$	14 \$	34 \$	24 \$
VAR totale	34 \$	43 \$	57 \$	26 \$	51 \$	32 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.
n.s. non significatif

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025

La moyenne de la VAR des activités de négociation est demeurée relativement stable à 23 millions de dollars par rapport à il y a un an.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 44 millions de dollars, en hausse de 11 millions, en raison surtout des variations du risque lié à nos portefeuilles d'activités autres que de négociation.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 23 millions de dollars, en baisse de 5 millions par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des variations du risque lié à nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de marchandises.

La moyenne de la VAR totale est demeurée relativement stable à 44 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

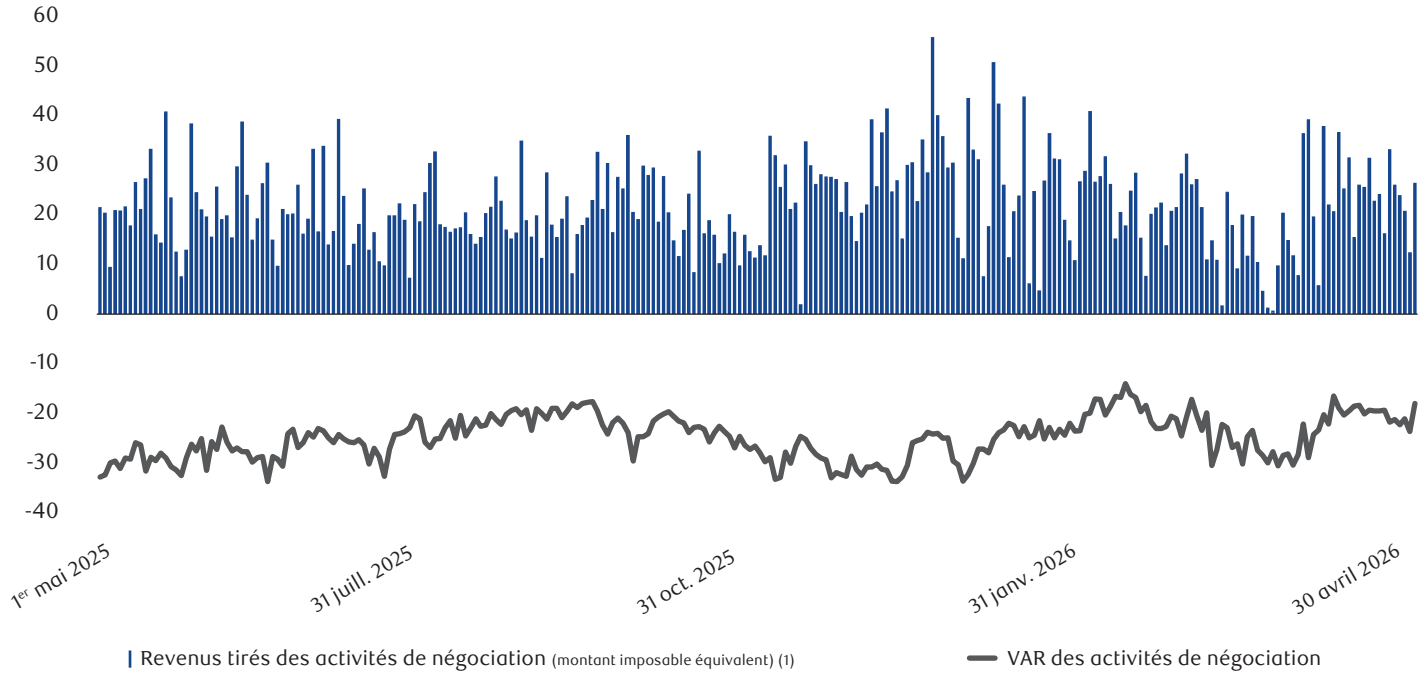
Deuxième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2025 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR des activités de négociation est demeurée relativement stable à 25 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 43 millions de dollars, en hausse de 11 millions, en raison surtout des variations du risque lié à nos portefeuilles d'activités autres que de négociation.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2026.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR des activités de négociation (en millions de dollars canadiens)



(1) Les revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 30 avril 2026, nous détenons des passifs au titre des contrats d'assurance de 22 milliards de dollars, déduction faite des actifs au titre des contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (22 milliards au 31 janvier 2026).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en presumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2026						31 janvier 2026		30 avril 2025	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(2 238)\$	(473)\$	(2 711)\$	86 \$	101 \$	187 \$	(2 641)\$	215 \$	(2 436)\$	387 \$
diminution des taux de 100 p.b.	2 057	(14)	2 043	(184)	(197)	(381)	1 982	(397)	1 891	(521)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2025, les risques liés à la valeur économique des capitaux propres et au revenu net d'intérêt pour les devises autres que le dollar canadien et le dollar américain sont présentés dans la catégorie Incidence – dollar américain et autres. Auparavant, l'incidence des autres devises était présentée dans la catégorie Incidence – dollar canadien.

Au 30 avril 2026, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 381 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse comparativement à 397 millions au trimestre précédent. Au 30 avril 2026, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 711 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse comparativement à 2 641 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, les sensibilités de la valeur économique des capitaux propres et du revenu net d'intérêt sont demeurées relativement stables. Au cours du deuxième trimestre de 2026, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 30 avril 2026			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	59 347 \$	– \$	59 347 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	34 146	–	34 146	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	236 601	205 224	31 377	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	375 763	–	375 763	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 375	263 421	52 954	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	663 356	3	663 353	Taux d'intérêt
Prêts de gros	422 114	5 780	416 334	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 521)	–	(7 521)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	150 745	145 701	5 044	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	136 870	64 121	72 749	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	8 284			
Total de l'actif	2 396 080 \$	684 250 \$	1 703 546 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 581 546 \$	73 047 \$	1 508 499 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	57 472	57 091	381	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	312 954	280 031	32 923	Taux d'intérêt
Dérivés	156 627	153 183	3 444	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	108 916	50 583	58 333	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	13 498	–	13 498	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	24 294			
Total du passif	2 255 307 \$	613 935 \$	1 617 078 \$	
Total des capitaux propres	140 773			
Total du passif et des capitaux propres	2 396 080 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des actifs liés à l'assurance.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des passifs au titre des contrats d'assurance.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2026			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	46 226 \$	– \$	46 226 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	53 073	–	53 073	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	229 840	198 098	31 742	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	359 126	–	359 126	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	279 800	229 322	50 478	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	655 434	14	655 420	Taux d'intérêt
Prêts de gros	406 848	5 220	401 628	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 401)	–	(7 401)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	170 830	165 880	4 950	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	140 478	67 133	73 345	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	8 139			
Total de l'actif	2 342 393 \$	665 667 \$	1 668 587 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 542 216 \$	74 176 \$	1 468 040 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 809	47 134	675	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	288 016	253 515	34 501	Taux d'intérêt
Dérivés	170 731	168 184	2 547	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	117 460	56 804	60 656	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	11 875	–	11 875	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	24 428			
Total du passif	2 202 535 \$	599 813 \$	1 578 294 \$	
Total des capitaux propres	139 858			
Total du passif et des capitaux propres	2 342 393 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des actifs liés à l'assurance.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des passifs au titre des contrats d'assurance.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement qui sont appropriées à l'exécution de notre stratégie et qui permettent de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos cadres et politiques internes que ceux décrits dans notre rapport annuel 2025.

Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les titres non grevés inscrits au bilan ou non, ainsi que d'autres actifs liquides pouvant être utilisés comme garantie afin d'accéder à du financement en temps opportun. Dans le cours normal des activités, nous pouvons grever une partie de notre trésorerie et de nos titres en tant que garantie pour soutenir les activités de négociation de même que la participation aux systèmes de compensation et de paiement. Bien que la capacité inutilisée de financement de gros et l'accès aux facilités de prêts des banques centrales soient considérés comme des sources de liquidités potentielles supplémentaires, ils sont exclus du calcul des actifs liquides disponibles.

	Au 30 avril 2026				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	93 493 \$	– \$	93 493 \$	2 777 \$	90 716 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	483 189	376 038	859 227	481 371	377 856
Autres titres	157 121	201 187	358 308	235 550	122 758
Autres actifs liquides (2)	50 570	–	50 570	40 411	10 159
Total des actifs liquides	784 373 \$	577 225 \$	1 361 598 \$	760 109 \$	601 489 \$

	Au 31 janvier 2026				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	99 299 \$	– \$	99 299 \$	2 995 \$	96 304 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	437 696	346 687	784 383	448 779	335 604
Autres titres	178 370	183 087	361 457	209 706	151 751
Autres actifs liquides (2)	55 813	–	55 813	44 989	10 824
Total des actifs liquides	771 178 \$	529 774 \$	1 300 952 \$	706 469 \$	594 483 \$

	Aux	
	30 avril 2026	31 janvier 2026
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	281 217 \$	285 939 \$
Succursales à l'étranger	92 988	80 597
Filiales	227 284	227 947
Total des actifs liquides non grevés	601 489 \$	594 483 \$

(1) Inclut les titres négociables émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés comprend les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Les actifs liquides non grevés comprennent des titres négociables, évalués selon plusieurs facteurs, notamment le délai de conversion en trésorerie, la concentration et les types de produits, afin de garantir que nous disposons d'une combinaison adéquate d'actifs pour répondre aux exigences de liquidité, y compris en situation de crise. D'ordinaire, la variation des actifs

liquides reflète l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, ainsi que les stratégies commerciales et les activités du secteur Marchés des Capitaux et de la fonction Trésorerie générale.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le total des actifs liquides non grevés a augmenté de 7 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet principalement d'une augmentation des titres, partiellement neutralisée par une baisse de la trésorerie et des dépôts auprès de banques.

Charges grevant les actifs

Les tableaux suivants présentent un aperçu des actifs figurant au bilan et des actifs hors bilan, et indiquent ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les actifs grevés sont constitués des actifs donnés en garantie et ces actifs, qui sont autrement considérés comme restreints pour des raisons juridiques, opérationnelles ou autres, et qui ne sont pas considérés comme des liquidités disponibles permettant de composer avec une situation de crise liée à la liquidité.

	Au 30 avril 2026						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	93 493 \$	– \$	93 493 \$	– \$	2 777 \$	90 716 \$	– \$
Titres (4)	627 834	653 105	1 280 939	765 767	35 661	474 527	4 984
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	50 859	–	50 859	25 285	–	25 574	–
Prêts hypothécaires	449 116	–	449 116	70 518	–	41 830	336 768
Autres prêts	577 974	–	577 974	5 081	–	27 000	545 893
Dérivés	150 745	–	150 745	–	–	–	150 745
Autres (5)	145 154	–	145 154	40 411	–	10 159	94 584
Total	2 095 175 \$	653 105 \$	2 748 280 \$	907 062 \$	38 438 \$	669 806 \$	1 132 974 \$

	Au 31 janvier 2026						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	99 299 \$	– \$	99 299 \$	– \$	2 995 \$	96 304 \$	– \$
Titres (4)	601 113	599 881	1 200 994	703 854	33 543	459 348	4 249
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	53 008	–	53 008	25 638	–	27 370	–
Prêts hypothécaires	442 676	–	442 676	70 484	–	37 260	334 932
Autres prêts	559 197	–	559 197	5 089	–	26 443	527 665
Dérivés	170 830	–	170 830	–	–	–	170 830
Autres (5)	148 617	–	148 617	44 989	–	10 824	92 804
Total	2 074 740 \$	599 881 \$	2 674 621 \$	850 054 \$	36 538 \$	657 549 \$	1 130 480 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB), ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie et qui sont déposés en garantie auprès du guichet d'escompte de la Réserve fédérale.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 36 milliards de dollars (34 milliards au 31 janvier 2026) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie comprend les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a augmenté de 12 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une hausse des titres et des prêts, partiellement contrebalancée par une diminution de la trésorerie et des dépôts auprès de banques.

Financement

Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Notre stratégie de financement vise à maintenir un équilibre adéquat entre les sources de financement, comprenant un portefeuille diversifié de dépôts provenant des particuliers, des entreprises et des activités de gestion de patrimoine, les fonds propres et le financement, y compris du financement de gros garanti et non garanti.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et secteurs d'investissement, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2026, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 1 016 milliards de dollars, ou 52 % du total du financement (1 001 milliards, ou 53 %, au 31 janvier 2026).

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 30 avril 2026, la valeur nominale des titres d'emprunt non garantis de premier rang à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 136 milliards de dollars (129 milliards au 31 janvier 2026). Au 30 avril 2026, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme exemptés du régime de recapitalisation interne, émis et en circulation, était de 74 milliards de dollars (75 milliards au 31 janvier 2026).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter aux tableaux de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Chaque programme d'emprunt à long terme permet des émissions dans plusieurs devises. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

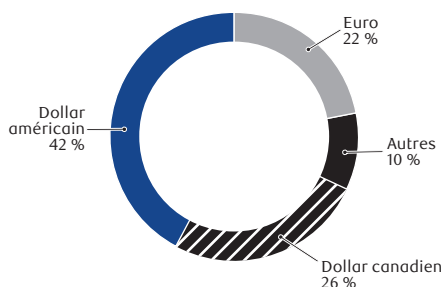
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 30 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros

Nous obtenons également du financement à long terme au moyen d'autres structures d'émission à l'échelle mondiale et de programmes de titrisation d'actifs.

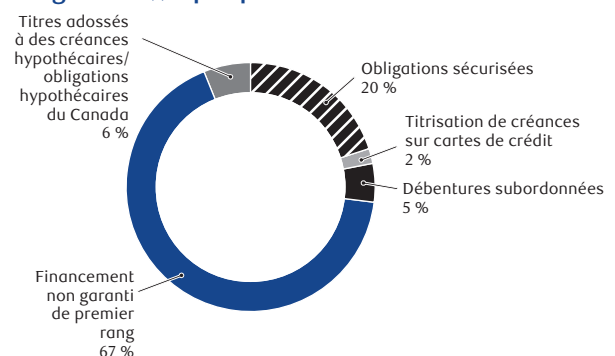
Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2026							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	2 008 \$	419 \$	696 \$	3 311 \$	6 434 \$	– \$	– \$	6 434 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	16 833	18 147	32 695	63 241	130 916	46	–	130 962
Papier commercial adossé à des actifs (4)	5 160	5 507	6 910	2 277	19 854	–	–	19 854
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	6 421	9 376	7 320	27 053	50 170	24 239	67 969	142 378
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	2 719	1 423	2 585	4 161	10 888	4 098	13 221	28 207
Titrisation de prêts hypothécaires	–	542	660	846	2 048	2 684	12 062	16 794
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	–	5 134	7 865	14 793	27 792	10 184	21 580	59 556
Passif subordonné	–	–	–	–	–	–	13 540	13 540
Autres (8)	8	2 068	51	156	2 283	235	23 904	26 422
Total	33 149 \$	42 616 \$	58 782 \$	115 838 \$	250 385 \$	41 486 \$	152 276 \$	444 147 \$
Comprend :								
– Financement garanti	5 160 \$	13 221 \$	15 435 \$	17 916 \$	51 732 \$	12 868 \$	39 276 \$	103 876 \$
– Financement non garanti	27 989	29 395	43 347	97 922	198 653	28 618	113 000	340 271

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2026							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 314 \$	177 \$	396 \$	1 043 \$	5 930 \$	– \$	– \$	5 930 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	11 911	27 356	33 477	53 519	126 263	–	–	126 263
Papier commercial adossé à des actifs (4)	4 500	6 645	6 173	1 704	19 022	–	–	19 022
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	1 493	6 738	17 139	22 443	47 813	29 973	57 407	135 193
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	3 269	4 351	1 842	4 928	14 390	1 982	13 329	29 701
Titrisation de prêts hypothécaires	–	200	542	1 374	2 116	2 125	12 120	16 361
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	–	3 227	5 150	15 773	24 150	13 679	18 519	56 348
Passif subordonné	–	–	–	–	–	–	11 871	11 871
Autres (8)	102	3 104	4 259	116	7 581	240	23 112	30 933
Total	25 589 \$	51 798 \$	68 978 \$	100 900 \$	247 265 \$	47 999 \$	136 358 \$	431 622 \$
Comprend :								
– Financement garanti	4 572 \$	13 136 \$	16 086 \$	18 851 \$	52 645 \$	15 804 \$	35 751 \$	104 200 \$
– Financement non garanti	21 017	38 662	52 892	82 049	194 620	32 195	100 607	327 422

(1) Ne tient pas compte des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(5) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(6) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux d'intérêt, du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(7) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(8) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 634 millions de dollars (5 112 millions au 31 janvier 2026), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 18 499 millions (18 259 millions au 31 janvier 2026), des avances d'une FHLB (garanties) de 2 038 millions (7 357 millions au 31 janvier 2026) et des certificats de placement garanti de gros de 251 millions (205 millions au 31 janvier 2026).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

Notations (1)

	Au 27 mai 2026			
	Dettes à court terme	Notation de l'émetteur (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's [‡] (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's [‡] (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings [‡] (6)	F1+	AA+	AA-	stable
DBRS [‡] (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps. Nos catégories de notation peuvent différer de la nomenclature des catégories de notation utilisée par les agences de notation.
- (2) Notations applicables aux titres d'emprunt non garantis de premier rang à long terme exemptés du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 6 mai 2026, Moody's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (5) Le 10 décembre 2025, Standard & Poor's a réalisé un examen annuel de nos notations, à la suite duquel aucun changement n'a été apporté à nos notations.
- (6) Le 12 mai 2026, Fitch Ratings a relevé notre notation d'émetteur à AA+ (auparavant AA) à la suite de la publication, le 8 mai 2026, des critères de notation bancaire révisés de Fitch Ratings. À la suite de cette mesure concernant les notations, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable le 21 mai 2026.
- (7) Le 8 mai 2026, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties devant être fournies aux contreparties de dérivés négociés hors cote et à d'autres contreparties à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	30 avril 2026			31 janvier 2026		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Obligations contractuelles additionnelles découlant de révisions à la baisse des notations	331 \$	153 \$	710 \$	339 \$	128 \$	717 \$

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le ratio de liquidité à court terme est calculé selon le modèle de déclaration prescrit par le BSIF et est présenté comme étant la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle de déclaration commun du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos	
	le 30 avril 2026	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		469 804 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	421 538 \$	40 154 \$
<i>Dépôts stables</i> (3)	149 885	4 497
<i>Dépôts moins stables</i>	271 653	35 657
Financement de gros non garanti, dont :	545 344	264 722
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	189 673	44 726
<i>Dépôts non opérationnels</i>	333 390	197 715
<i>Dettes non garanties</i>	22 281	22 281
Financement de gros garanti		63 646
Exigences supplémentaires, dont :	460 794	99 842
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	96 034	29 657
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	11 834	11 834
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	352 926	58 351
Autres obligations de financement contractuelles (5)	27 685	27 685
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	991 073	17 547
Total des sorties de trésorerie		513 596 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	441 582 \$	87 578 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	27 837	12 665
Autres entrées de trésorerie	39 816	39 816
Total des entrées de trésorerie		140 059 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		469 804 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		373 537
Ratio de liquidité à court terme		126 %

le 31 janvier
2026

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité	468 324 \$
Total des sorties de trésorerie nettes	377 577
Ratio de liquidité à court terme	124 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2026 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.

(2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres de créance dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.

(4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs, ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

L'admissibilité des actifs liquides de haute qualité est définie selon les critères d'admissibilité établis par le BSIF et est assujettie aux décotes prescrites par le BSIF. Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs liquides de haute qualité comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des émetteurs souverains, des entités supranationales ou des entités non financières.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie nettes pour les dépôts à terme et à vue sont calculées selon les facteurs de retrait prescrits et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Ces éléments sont contrebalancés par les entrées découlant de prêts productifs, les activités de prêt de titres et d'autres actifs qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise, et un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Le ratio de liquidité à court terme moyen du trimestre clos le 30 avril 2026 s'est établi à 126 %, ce qui représente un excédent d'environ 96 milliards de dollars, comparativement à 124 % et à un excédent d'environ 91 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen a augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de changements dans la composition des titres, en partie contrebalancés par la croissance des prêts.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable sur l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration commun du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 30 avril 2026				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :					
Fonds propres réglementaires	141 918 \$	– \$	– \$	13 833 \$	155 751 \$
Autres instruments de fonds propres	141 918	–	–	13 833	155 751
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :					
Dépôts stables (3)	358 381	123 189	58 308	72 104	558 663
Dépôts moins stables	108 816	51 243	27 337	30 698	208 725
Financement de gros :					
Dépôts opérationnels (4)	249 565	71 946	30 971	41 406	349 938
Autres financements de gros	388 474	522 016	133 038	159 634	444 695
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)					
Autres passifs :					
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	197 510	–	–	–	98 755
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	61 567	2 179	1 342	21 807	–
	61 567	2 179	1 342	21 807	–
			36 875		22 283
	61 567	251 452	607	21 981	22 283
Total du financement stable disponible					1 181 392 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					45 853 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles					
Prêts et titres productifs :					
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	2 775	–	–	1 387
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières	310 126	321 951	140 203	591 055	859 403
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	144	97 754	15 164	–	12 813
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	11 526	108 610	34 875	37 137	78 838
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, y compris :					
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	209 390	62 731	37 983	192 555	388 951
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en bourse	–	–	–	17 176	11 164
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)					
Autres actifs :					
Produits de base physiques, y compris l'or	41 430	48 038	51 281	333 174	311 704
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats sur dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale	36 485	47 986	51 246	320 914	297 036
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	47 636	4 818	900	28 189	67 097
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	2 179	1 342	21 807	–
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	10 157	–	424 276	–	122 532
	10 157	–	424 276	–	8 634
			31 762		26 998
			38 912		2 037
			84 107		4 205
	–	190 937	70	78 488	80 658
Éléments hors bilan					37 351
Total du financement stable exigé					1 066 526 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					111 %

Au 31 janvier 2026

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	1 158 475 \$
Total du financement stable exigé	1 045 826
Ratio de liquidité à long terme (%)	111 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats sur dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts commerciaux de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Au 30 avril 2026, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 111 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 115 milliards de dollars, comparativement à 111 % et à un excédent d'environ 113 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, car la croissance des dépôts et du financement a été contrebalancée par celle des prêts.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2025. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin de respecter ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2025, rubrique mise à jour ci-dessous.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Pour ce qui est du risque de crédit, nous utilisons l'approche fondée sur les notations internes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux de la majorité de nos portefeuilles. L'approche standard est appliquée au risque de crédit de certains portefeuilles, principalement ceux du secteur Gestion de patrimoine, y compris notre portefeuille de gros à City National, ainsi que ceux de nos activités bancaires dans les Antilles et certains portefeuilles de prêts de détail non hypothécaires. En ce qui concerne le calcul des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de marché et le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons l'approche standard révisée selon les exigences du BSIF.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. L'exigence actuelle du BSIF en ce qui a trait à la réserve pour stabilité intérieure est fixée à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, comme l'a confirmé le BSIF le 18 décembre 2025.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier afin d'attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2025.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 30 avril 2026 (4)	Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 30 avril 2026
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (1)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (1), (2)			
CET1	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	3,5 %	11,6 %	13,5 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	3,5 %	13,1 %	15,0 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	3,5 %	15,1 %	16,9 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	0,5 %	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,3 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	3,5 %	25,1 %	31,4 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	9,0 %

- (1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le ratio de levier, seulement 50 % de notre supplément de fonds propres applicable aux banques d'importance systémique intérieure correspond au supplément requis.
- (2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,07 % au 30 avril 2026 (0,07 % au 31 janvier 2026 et 0,06 % au 31 octobre 2025).
- (3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, actuellement, elle est établie à 3,5 %.
- (4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 30 avril 2026, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.
- s.o. sans objet

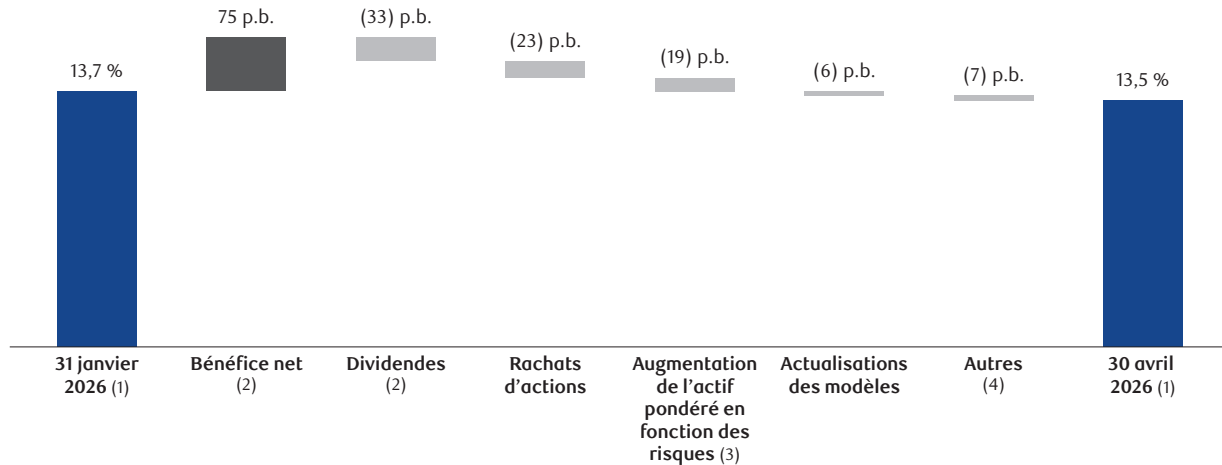
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	30 avril 2026	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	101 313 \$	100 415 \$	98 748 \$
Fonds propres de première catégorie	112 453	111 549	110 393
Total des fonds propres	126 286	123 732	122 399
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	606 835 \$	593 247 \$	590 306 \$
Risque de marché	37 511	40 498	41 506
Risque opérationnel	104 244	100 948	98 413
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	748 590 \$	734 693 \$	730 225 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	13,5 %	13,7 %	13,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,0 %	15,2 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	16,9 %	16,8 %	16,8 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier	2 608 763 \$	2 516 801 \$	2 491 090 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	235 104 \$	227 152 \$	230 385 \$
Ratio TLAC	31,4 %	30,9 %	31,5 %
Ratio de levier TLAC	9,0 %	9,0 %	9,2 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Deuxième trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2026

Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



- (1) Représente des chiffres arrondis.
 (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 3,1 milliards de dollars, ou 42 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
 (3) Exclut l'incidence des éléments dans Autres.
 (4) Inclut l'ajustement de la juste valeur des autres éléments du résultat global (3 p.b.), la variation nette de notation (2 p.b.), l'incidence du change et les autres variations.

Notre ratio CET1 s'est chiffré à 13,5 %, en baisse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent, le montant net des capitaux autogénérés ayant été plus que compensé par les rachats d'actions, l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques attribuable à l'expansion des activités, l'incidence nette des actualisations des modèles ainsi que d'autres facteurs.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 14 milliards de dollars, principalement du fait de l'expansion des activités et de l'incidence nette des actualisations de modèles. L'expansion des activités reflète la hausse des prêts aux grandes entreprises et des prêts de détail, ainsi que les risques opérationnels liés à l'augmentation des revenus, ce qui a été contrebalancé en partie par une baisse du risque de marché. Les actualisations des modèles reflètent principalement des changements de paramètres liés aux activités de détail, qui ont surtout une incidence sur nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie de 15,0 % a reculé de 20 p.b., du fait essentiellement des facteurs énoncés en ce qui a trait au ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres de 16,9 % a augmenté de 10 p.b., en raison principalement de l'incidence favorable de l'émission de débentures subordonnées, contrebalancée en partie par les facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de fonds propres de première catégorie.

Notre ratio de levier de 4,3 % a baissé de 10 p.b., le montant net des capitaux autogénérés ayant été plus que compensé par la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités et les rachats d'actions.

Le total des positions de levier a augmenté de 92 milliards de dollars, en raison principalement de l'expansion des activités liées à la mise en pension de titres, aux titres et aux prêts.

Notre ratio TLAC s'est établi à 31,4 %, en hausse de 50 p.b., ce qui rend compte de l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles, contrebalancée en partie par l'incidence nette des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio du total des fonds propres.

Notre ratio de levier TLAC est demeuré stable à 9,0 %, ce qui reflète l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles et de l'émission de débentures subordonnées. Ces facteurs ont été compensés par l'incidence nette des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui concerne le ratio de levier.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2026			Pour le semestre clos le 30 avril 2026	
	Date de la transaction	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		248	26 \$	652	70 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (2)		(7 386)	(110)	(11 611)	(173)
Rachat d'actions privilégiées, série BF (2), (3)	24 novembre 2025	–	–	(12 000)	(300)
Rachat d'actions privilégiées, série BH (2), (3)	8 décembre 2025	–	–	(6 000)	(150)
Rachat d'actions privilégiées, série BI (2), (3)	8 décembre 2025	–	–	(6 000)	(150)
Rachat de billets LRCN, série 2 (2), (3), (4)	24 janvier 2026	–	–	(1 250)	(1 250)
Émission de billets LRCN, série 8 (2), (3), (4)	30 janvier 2026	–	–	1 000	1 361
Fonds propres de deuxième catégorie					
Déventures subordonnées échéant le 27 janvier 2026 (2), (3)	27 janvier 2026		– \$		(2 035)\$
Émission de déventures subordonnées échéant le 5 mai 2036 (2), (3)	29 avril 2026		1 750		1 750

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(4) En ce qui concerne chacune des séries de billets de capital à recours limité (billets LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

Le 10 juin 2025, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 35 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2025 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2026, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Depuis le lancement de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, quelque 18 782 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 4 031 millions de dollars.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2026, quelque 7 386 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 1 673 millions de dollars.

Pour le semestre clos le 30 avril 2026, quelque 11 611 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 2 633 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur sur le marché à la date du rachat.

Le 24 novembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BF émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Le 8 décembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BH émises et en circulation et la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BI émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Le 24 janvier 2026, nous avons racheté la totalité de nos 1,25 million d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BR (série BR) émises et en circulation au prix de 1 000 \$ l'action. À la suite du rachat de la série BR, nous avons automatiquement racheté, à la même date, la totalité des 1 250 millions de dollars de nos billets LRCN de série 2 à 4,00 % relatifs aux FPUNV en circulation, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 27 janvier 2026, la totalité des 1 500 millions de dollars américains de déventures subordonnées relatives aux FPUNV à 4,65 % en cours sont arrivées à échéance. Le capital, majoré des intérêts courus, a été remboursé aux porteurs de billets à la date d'échéance.

Le 30 janvier 2026, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 8, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 8 portent intérêt au taux fixe de 6,50 % par année jusqu'au 24 mai 2033. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 8 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,45 % jusqu'à leur échéance, le 24 mai 2086.

Le 29 avril 2026, nous avons émis 1 750 millions de dollars de déventures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,14 % par année jusqu'au 5 mai 2031, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour (CORRA) composé quotidiennement majoré de 1,23 % jusqu'à leur échéance, le 5 mai 2036.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2026		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 389 676	20 760 \$	1,64 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(539)	(121)	
Actions ordinaires en circulation	1 389 137	20 639 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	7 570		
Exercçables	3 885		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,37
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série BU (3), (4), (5)	750	750	7,41 %
À dividende non cumulatif, série BW (3), (4), (5)	600	600	6,70 %
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets LRCN de série 3 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 000	3,65 %
Billets LRCN de série 4 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 370	7,50 %
Billets LRCN de série 5 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 396	6,35 %
Billets LRCN de série 6 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 708	6,75 %
Billets LRCN de série 7 (3), (4), (6), (7)	1 350	1 869	6,50 %
Billets LRCN de série 8 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 361	6,50 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	22 700	11 154	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(6)	(16)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	22 694	11 138 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		2 279 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8)		135	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) En ce qui concerne chacune des séries de billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 3, 4, 5, 6, 7 et 8, nous avons émis un certain nombre d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BS, BV, BX, BY, BZ et CA, respectivement, en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie. Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés et à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 22 mai 2026, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 389 777 287, incluant une position vendeur nette de 76 535 actions propres, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 545 676.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série BO, BT, BU et BW, les billets LRCN de séries 3, 4, 5, 6, 7 et 8 et les débetures subordonnées échéant le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032, le 1^{er} février 2033, le 3 avril 2034, le 8 août 2034, le 4 février 2035, le 3 juillet 2035, le 17 juillet 2035 et le 5 mai 2036, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 30 avril 2026, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré en fonction du volume sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum d'environ 6,3 milliards d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 81,9 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2026.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Nos méthodes comptables significatives sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2026, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2026.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2026, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Glossaire

Résultats ajustés

Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- **Taux d'imposition effectif ajusté** – taux d'imposition effectif qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice avant impôt ajusté** – bénéfice avant impôt qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Impôt sur le résultat ajusté** – impôt sur le résultat qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté** – bénéfice net qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires** – bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Frais autres que d'intérêt ajustés** – frais autres que d'intérêt qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple, des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Fonds propres attribués

Les fonds propres attribués à nos secteurs d'exploitation reposent sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que le secteur Assurances, pour lequel l'attribution des fonds propres reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Les fonds propres CET1 sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Marge sur services contractuels

Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat qui présente les caractéristiques suivantes : a) sa valeur fluctue en fonction de la variation d'un facteur sous-jacent (p. ex., le prix d'un instrument financier, d'un indice boursier ou d'un taux financier); b) il ne requiert aucun investissement net initial ou d'investissement net initial inférieur à celui des contrats réagissant de façon similaire aux variations des facteurs du marché et c) il est réglé à une date ultérieure. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice de base par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles. Le bénéfice dilué par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus. Le ratio d'efficacité ajusté est calculé de la même manière, au moyen des frais autres que d'intérêt ajustés et du total des revenus.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité du crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Contrats d'assurance

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

Résultat des placements d'assurance

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux produits (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux produits (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus. Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (pertes nettes) sur les instruments financiers et les dérivés liés au secteur Assurances. Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Résultat des activités d'assurance

Calculé comme revenus d'assurance moins les charges des activités d'assurance des contrats d'assurance et les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus. Les revenus d'assurance représentent les revenus comptabilisés au cours de la période pendant laquelle nous fournissons des activités d'assurance pour les groupes de contrats d'assurance. Les charges afférentes aux activités d'assurance représentent les coûts engagés pour fournir des services d'assurance au cours de la période, ce qui comprend les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables, la répartition des coûts d'acquisition, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires. Les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins la répartition des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la mesure des positions de levier. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF.

Exposition du ratio de levier

L'exposition du ratio de levier est calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Elle correspond à la somme du total de l'actif et des éléments hors bilan après certains ajustements.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une norme prévue par l'accord de Bâle III visant à s'assurer que les institutions possèdent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en espèces avec une faible perte de valeur, ou aucune, sur les marchés privés, de sorte à être en mesure de répondre à leurs besoins de liquidités pendant 30 jours civils advenant une crise touchant les liquidités. Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débetures subordonnées).

Marge nette d'intérêt selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme correspond à une norme prévue par l'accord de Bâle III qui exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable, défini comme le rapport entre les liquidités à long terme disponibles et les liquidités à long terme requises en fonction de la composition des actifs et des activités hors bilan. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une bourse, assujéti aux divers règlements de la bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts (ou ratio de la DPPC liée aux prêts)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux (ou ratio de la DPPC liée aux prêts douteux)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs (ou ratio de la DPPC liée aux prêts productifs)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts productifs représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Contrats de réassurance détenus

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard pour évaluer le risque de crédit

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's Investors Service, Inc., Fitch Ratings, Inc., Kroll Bond Rating Agency, Inc. (KBRA[†]) et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains, aux sociétés et aux banques en fonction de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (crédits d'impôt pour les entreprises des États-Unis et dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles reçus au plus tard le 31 décembre 2023, inclusivement) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie et ratio de fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales. Le ratio de fonds propres de première catégorie est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, en divisant les fonds propres de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débentures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfont à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier. Le ratio de levier TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. Le ratio du total des fonds propres est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Fonds propres non attribués

Les fonds propres non attribués représentent l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à nos secteurs d'exploitation et sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financiers de la banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2025, de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2026.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	57	153	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		74-79, 150-152	–
	3	Risques connus et risques émergents		79-82	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	47-49	125-133	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		74-79	–
	6	Culture à l'égard du risque		74-79	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		137	–
	8	Simulation de crise		77, 94	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	48	125-133	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		125-133	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		83-88	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		76-77, 83-85	31
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	39-40	102-103, 109-110	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	40, 43	104, 108	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan		112-113	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	41-42	105-107	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	37-38	99-100	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	33-36	93-100	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		94	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		93-98	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	29-33 73-78	83-93, 206-213 144-149	21-31, * *
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		85-87, 139, 173-176	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en bourse		88	32
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		86-87	*
Autres	31	Autres types de risque		115-125	–
	32	Événements publics comportant des risques		121-122, 261-262	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 30 avril 2026 et l'exercice clos le 31 octobre 2025.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2026	31 octobre 2025
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	59 347 \$	37 024 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	34 146	50 364
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	236 601	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	375 763	342 721
	612 364	561 788
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 375	309 683
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	663 356	652 344
Prêts de gros	422 114	397 171
	1 085 470	1 049 515
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(7 521)	(7 093)
	1 077 949	1 042 422
Autres		
Dérivés	150 745	177 206
Locaux et matériel	6 778	6 819
Goodwill	19 237	19 405
Autres immobilisations incorporelles	7 298	7 402
Autres actifs	111 841	112 893
	295 899	323 725
Total de l'actif	2 396 080 \$	2 325 006 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	532 736 \$	529 740 \$
Entreprises et gouvernements	984 990	946 314
Banques	63 820	39 562
	1 581 546	1 515 616
Autres		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	57 472	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	312 954	289 516
Dérivés	156 627	183 953
Passifs au titre des contrats d'assurance	24 359	24 327
Autres passifs	108 851	108 591
	660 263	656 278
Débitures subordonnées (note 10)	13 498	13 961
Total du passif	2 255 307	2 185 855
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 10)	11 138	11 675
Actions ordinaires (note 10)	20 639	20 753
Bénéfices non distribués	101 243	96 938
Autres composantes des capitaux propres	7 697	9 726
	140 717	139 092
Participations ne donnant pas le contrôle	56	59
Total des capitaux propres	140 773	139 151
Total du passif et des capitaux propres	2 396 080 \$	2 325 006 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	13 620 \$	13 484 \$	27 530 \$	27 814 \$
Titres	5 273	4 845	10 647	9 677
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	5 205	5 312	11 038	11 236
Dépôts et autres	924	1 329	1 911	2 698
	25 022	24 970	51 126	51 425
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	10 195	10 716	20 806	22 532
Autres passifs	6 208	6 042	12 967	12 568
Débitures subordonnées	113	156	262	321
	16 516	16 914	34 035	35 421
Revenu net d'intérêt	8 506	8 056	17 091	16 004
Revenus autres que d'intérêt				
Résultat des activités d'assurance (note 7)	217	224	457	510
Résultat des placements d'assurance (note 7)	92	78	151	160
Revenus tirés des activités de négociation	609	641	1 789	1 836
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 915	2 544	5 839	5 211
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 403	1 211	2 817	2 447
Commissions de courtage en valeurs mobilières	550	486	1 058	957
Frais bancaires	572	607	1 165	1 219
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	878	615	1 620	1 289
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	345	338	725	656
Revenus sur cartes	305	328	640	645
Commissions de crédit	450	370	873	805
Profits nets sur les titres de placement	102	45	178	100
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	24	16	61	35
Autres	485	113	949	537
	8 947	7 616	18 322	16 407
Total des revenus	17 453	15 672	35 413	32 411
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	912	1 424	2 002	2 474
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	6 011	5 478	12 300	11 465
Matériel	733	704	1 461	1 385
Frais d'occupation	447	428	867	857
Communications	391	378	746	705
Honoraires	513	538	984	1 040
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	387	457	773	892
Autres	955	747	1 769	1 642
	9 437	8 730	18 900	17 986
Bénéfice avant impôt	7 104	5 518	14 511	11 951
Impôt sur le résultat (note 9)	1 595	1 128	3 217	2 430
Bénéfice net	5 509 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	5 507 \$	4 386 \$	11 291 \$	9 515 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	4	3	6
	5 509 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	3,86 \$	3,03 \$	7,89 \$	6,57 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	3,85	3,02	7,87	6,56
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,64	1,48	3,28	2,96

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Bénéfice net	5 509 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(175)	(214)	200	(30)
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	1	-	2	(2)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(75)	(30)	(142)	(91)
	(249)	(244)	60	(123)
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	(292)	(4 261)	(2 594)	(627)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	127	1 978	1 174	307
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	-	(13)	(7)	(13)
	(165)	(2 296)	(1 427)	(333)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(394)	(98)	(481)	570
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(64)	(177)	(183)	(336)
	(458)	(275)	(664)	234
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 8)	86	11	252	49
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	346	471	143	(37)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	18	24	42	38
	450	506	437	50
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(422)	(2 309)	(1 594)	(172)
Total du résultat global	5 087 \$	2 081 \$	9 700 \$	9 349 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	5 085 \$	2 082 \$	9 699 \$	9 343 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	(1)	1	6
	5 087 \$	2 081 \$	9 700 \$	9 349 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(11)\$	(28)\$	36 \$	93 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	-	-	-	-
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(11)	(10)	(26)	(28)
Profits (pertes) de change latents	(2)	(26)	(22)	(7)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	49	733	436	113
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	-	-	-	-
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(145)	(48)	(173)	216
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(25)	(68)	(70)	(128)
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	33	5	97	19
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	133	180	59	(14)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	7	10	17	14
Total de la charge (l'économie) d'impôt	28 \$	748 \$	354 \$	278 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2026											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	11 154 \$	20 844 \$	(23) \$	(8) \$	99 265 \$	44 \$	6 353 \$	2 172 \$	8 569 \$	139 801 \$	57 \$	139 858 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	26	–	–	5	–	–	–	–	31	–	31
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(110)	–	–	(1 563)	–	–	–	–	(1 673)	–	(1 673)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	1 268	1 943	–	–	–	–	–	3 211	–	3 211
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(1 261)	(2 056)	–	–	–	–	–	(3 317)	–	(3 317)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	3	–	–	–	–	3	–	3
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 279)	–	–	–	–	(2 279)	–	(2 279)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(135)	–	–	–	–	(135)	(3)	(138)
Autres	–	–	–	–	(10)	–	–	–	–	(10)	2	(10)
Bénéfice net	–	–	–	–	5 507	–	–	–	–	5 507	–	5 509
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	450	(249)	(165)	(458)	(872)	(422)	–	(422)
Solde à la fin de la période	11 154 \$	20 760 \$	(16) \$	(121) \$	101 243 \$	(205) \$	6 188 \$	1 714 \$	7 697 \$	140 717 \$	56 \$	140 773 \$

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2025											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	10 416 \$	21 006 \$	(12) \$	(83) \$	90 754 \$	(776) \$	9 086 \$	2 776 \$	11 086 \$	133 167 \$	96 \$	133 263 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	14	–	–	–	–	–	–	–	14	–	14
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(45)	–	–	(443)	–	–	–	–	(488)	–	(488)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	721	1 313	–	–	–	–	–	2 034	–	2 034
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(762)	(1 385)	–	–	–	–	–	(2 147)	–	(2 147)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	6	–	–	–	–	6	–	6
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 087)	–	–	–	–	(2 087)	–	(2 087)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(112)	–	–	–	–	(112)	(12)	(124)
Autres	–	–	–	–	(22)	–	–	–	–	(22)	–	(22)
Bénéfice net	–	–	–	–	4 386	–	–	–	–	4 386	4	4 390
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	506	(244)	(2 291)	(275)	(2 810)	(2 304)	(5)	(2 309)
Solde à la fin de la période	10 416 \$	20 975 \$	(53) \$	(155) \$	92 988 \$	(1 020) \$	6 795 \$	2 501 \$	8 276 \$	132 447 \$	83 \$	132 530 \$

	Pour le semestre clos le 30 avril 2026											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des composantes autres que les capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	11 643 \$	20 863 \$	32 \$	(110)\$	96 938 \$	(265)\$	7 613 \$	2 378 \$	9 726 \$	139 092 \$	59 \$	139 151 \$
Solde au début de la période	1 361	70	–	–	(5)	–	–	–	–	1 426	–	1 426
Variation des capitaux propres	–	(173)	–	–	(2 460)	–	–	–	–	(2 633)	–	(2 633)
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 850)	–	(1 850)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6 027	–	6 027
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	2 080	3 947	–	–	–	–	–	(6 086)	–	(6 086)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	–	(3 958)	–	–	–	–	–	(69)	–	(69)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	–	–	(4 571)	–	–	–	–	(4 571)	–	(4 571)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(276)	–	–	–	–	(276)	(4)	(280)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(42)	–	–	–	–	(42)	–	(42)
Autres	–	–	–	–	11 291	–	–	–	–	11 291	3	11 294
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	437	60	(1 425)	(664)	(2 029)	(1 592)	(2)	(1 594)
Solde à la fin de la période	11 154 \$	20 760 \$	(16)\$	(121)\$	101 243 \$	(205)\$	6 188 \$	1 714 \$	7 697 \$	140 717 \$	56 \$	140 773 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2025

	Autres composantes des capitaux propres											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des composantes autres que les capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(61)\$	88 608 \$	(897)\$	7 128 \$	2 267 \$	8 498 \$	127 089 \$	103 \$	127 192 \$
Solde au début de la période	1 396	36	–	–	(10)	–	–	–	–	1 422	–	1 422
Variation des capitaux propres	–	(74)	–	–	(752)	–	–	–	–	(826)	–	(826)
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	1 231	2 907	–	–	–	–	–	4 138	–	4 138
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	–	(3 001)	–	–	–	–	–	(4 296)	–	(4 296)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	19	–	19
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(4 179)	–	–	–	–	(4 179)	–	(4 179)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(230)	–	–	–	–	(230)	(26)	(256)
Autres	–	–	–	–	(33)	–	–	–	–	(33)	–	(33)
Bénéfice net	–	–	–	–	9 515	–	–	–	–	9 515	6	9 521
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	50	(123)	(333)	234	(222)	(172)	–	(172)
Solde à la fin de la période	10 416 \$	20 975 \$	(53)\$	(155)\$	92 988 \$	(1 020)\$	6 795 \$	2 501 \$	8 276 \$	132 447 \$	83 \$	132 530 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	5 509 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	912	1 424	2 002	2 474
Amortissement	332	321	654	644
Impôt différé	(211)	(260)	(3)	(232)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles (Bénéfice) perte des coentreprises et des entreprises associées	390	459	778	910
Pertes (profits) sur les titres de placement	(102)	(45)	(183)	(100)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Passifs au titre des contrats d'assurance	(140)	(70)	32	1 176
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	1 125	323	222	(656)
Impôt exigible	292	736	3 041	146
Actifs dérivés	20 085	(34 525)	26 461	(37 599)
Passifs dérivés	(14 104)	32 754	(27 326)	30 581
Titres détenus à des fins de transaction	(6 761)	279	(17 534)	(5 837)
Prêts	(23 188)	(2 452)	(35 955)	(28 235)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(36 575)	(21 476)	(6 692)	48 876
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	24 938	6 734	23 438	(23 995)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	9 663	1 363	7 581	11 537
Dépôts	39 330	4 846	65 930	37 255
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	1 608	717	2 917	(89)
Autres	(1 802)	14 349	2 579	(5 337)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	21 277	9 851	59 175	41 005
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	18 927	(18 046)	16 218	50
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	87 326	53 100	152 105	110 118
Achat de titres de placement	(105 404)	(66 482)	(193 609)	(157 025)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(459)	(483)	(1 056)	(1 164)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	(11)	-	(11)	-
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	379	(31 911)	(26 353)	(48 021)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission de débentures subordonnées	1 750	-	1 750	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	-	-	(2 035)	(1 500)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	25	13	66	34
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(1 673)	(488)	(2 633)	(826)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	-	-	1 351	1 386
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	(1 850)	-
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	3 211	2 034	5 946	4 138
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(3 317)	(2 147)	(6 086)	(4 296)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(2 433)	(2 210)	(4 730)	(4 311)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(14)	(14)	(14)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(5 319)	2 068	(766)	2 068
Remboursement d'obligations locatives	(165)	(171)	(202)	(325)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(7 922)	(915)	(9 203)	(2 146)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(613)	396	(1 296)	1 060
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	13 121	(22 579)	22 323	(8 102)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	46 226	71 200	37 024	56 723
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	59 347 \$	48 621 \$	59 347 \$	48 621 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	15 373 \$	16 367 \$	32 870 \$	35 844 \$
Intérêts reçus	24 680	24 269	49 639	50 316
Dividendes reçus	965	987	1 948	2 050
Impôt sur le résultat payé (remboursé)	1 517	1 468	897	2 710

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 3 milliards de dollars au 30 avril 2026 (3 milliards au 31 janvier 2026; 3 milliards au 31 octobre 2025; 2 milliards au 30 avril 2025; 2 milliards au 31 janvier 2025; 2 milliards au 31 octobre 2024).

Notes annexes (non audité)

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2025 et les notes annexes présentés aux pages 163 à 272 de notre rapport annuel 2025. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 27 mai 2026, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2025. Nos méthodes comptables significatives et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers évalués au coût amorti. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes dans les bilans consolidés intermédiaires résumés. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2026							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	27 425 \$	– \$	– \$	6 721 \$	6 721 \$	34 146 \$	34 146 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	230 723	5 878	–	–	–	–	236 601	236 601
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	274 401	1 526	99 836	97 293	375 763	373 220
	230 723	5 878	274 401	1 526	99 836	97 293	612 364	609 821
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	249 359	–	–	–	67 016	67 016	316 375	316 375
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	1 153	–	433	–	657 712	658 863	659 298	660 449
Prêts de gros	10 922	–	696	–	407 033	406 439	418 651	418 057
	12 075	–	1 129	–	1 064 745	1 065 302	1 077 949	1 078 506
Autres								
Dérivés	150 745	–	–	–	–	–	150 745	150 745
Autres actifs (1)	21 588	–	–	–	57 470	57 470	79 058	79 058
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	1 100 \$	40 512 \$			491 124 \$	491 927 \$	532 736 \$	533 539 \$
Entreprises et gouvernements (2)	504	169 751			814 735	815 727	984 990	985 982
Banques (3)	–	4 174			59 646	59 631	63 820	63 805
	1 604	214 437			1 365 505	1 367 285	1 581 546	1 583 326
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	57 472	–			–	–	57 472	57 472
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	270 356			42 598	42 598	312 954	312 954
Dérivés	156 627	–			–	–	156 627	156 627
Autres passifs (4)	–	19 142			61 499	61 495	80 641	80 637
Débitures subordonnées	–	213			13 285	13 378	13 498	13 591

	Au 31 octobre 2025							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	40 455 \$	- \$	- \$	9 909 \$	9 909 \$	50 364 \$	50 364 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	212 878	6 189	-	-	-	-	219 067	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	240 299	1 496	100 926	98 728	342 721	340 523
	212 878	6 189	240 299	1 496	100 926	98 728	561 788	559 590
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	226 213	-	-	-	83 470	83 470	309 683	309 683
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	1 128	-	442	-	646 832	648 413	648 402	649 983
Prêts de gros	9 724	-	690	-	383 606	382 551	394 020	392 965
	10 852	-	1 132	-	1 030 438	1 030 964	1 042 422	1 042 948
Autres								
Dérivés	177 206	-	-	-	-	-	177 206	177 206
Autres actifs (1)	14 382	-	-	-	58 487	58 487	72 869	72 869
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	942 \$	41 302 \$			487 496 \$	488 644 \$	529 740 \$	530 888 \$
Entreprises et gouvernements (2)	313	168 690			777 311	779 130	946 314	948 133
Banques (3)	-	2 908			36 654	36 657	39 562	39 565
	1 255	212 900			1 301 461	1 304 431	1 515 616	1 518 586
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 891	-			-	-	49 891	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	242 916			46 600	46 600	289 516	289 516
Dérivés	183 953	-			-	-	183 953	183 953
Autres passifs (4)	-	21 688			58 287	58 293	79 975	79 981
Débitures subordonnées	-	232			13 729	13 887	13 961	14 119

(1) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2026					31 octobre 2025				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	27 425 \$	– \$		\$ 27 425 \$	– \$	40 455 \$	– \$		\$ 40 455 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien										
Gouvernement fédéral	19 004	2 300	–		21 304	17 707	2 864	–		20 571
Provinces et municipalités	–	24 664	–		24 664	–	16 891	–		16 891
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	7 437	39 750	–		47 187	435	40 322	–		40 757
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	12 932	8 736	–		21 668	7 152	7 265	–		14 417
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	78	–		78	–	74	–		74
Titres adossés à des actifs	–	1 646	–		1 646	–	1 295	–		1 295
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	30 533	17		30 550	–	25 957	32		25 989
Titres de participation	82 603	3 892	3 009		89 504	93 397	2 813	2 863		99 073
	121 976	111 599	3 026		236 601	118 691	97 481	2 895		219 067
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien										
Gouvernement fédéral	36 058	13 029	–		49 087	30 110	9 756	–		39 866
Provinces et municipalités	–	12 504	–		12 504	–	11 318	–		11 318
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	191	146 228	–		146 419	196	130 495	–		130 691
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	8 044	15 685	–		23 729	1 600	10 333	–		11 933
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	2 623	29		2 652	–	2 645	29		2 674
Titres adossés à des actifs	–	9 579	–		9 579	–	10 139	–		10 139
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	30 308	123		30 431	–	33 544	134		33 678
Titres de participation	599	338	589		1 526	547	367	582		1 496
	44 892	230 294	741		275 927	32 453	208 597	745		241 795
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	249 359	–		249 359	–	226 213	–		226 213
Prêts	–	11 369	1 835		13 204	–	10 710	1 274		11 984
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	26 855	245		27 100	–	25 871	293		26 164
Contrats de change	–	70 182	36		70 218	–	100 604	102		100 706
Dérivés de crédit	–	391	1		392	–	350	2		352
Autres contrats	9 020	46 224	151		55 395	11 478	41 543	110		53 131
Ajustements d'évaluation	–	(948)	(74)		(1 022)	–	(1 035)	(45)		(1 080)
Total des dérivés, montant brut	9 020	142 704	359		152 083	11 478	167 333	462		179 273
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 338)	(1 338)	–	–	–	(2 067)	(2 067)
Total des dérivés	6 539	15 047	2		150 745	6 108	8 270	4		177 206
Autres actifs	–	–	–		21 588	–	–	–		14 382
	182 427 \$	787 797 \$	5 963 \$	(1 338) \$	974 849 \$	168 730 \$	759 059 \$	5 380 \$	(2 067) \$	931 102 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	41 424 \$	188 \$		\$ 41 612 \$	– \$	41 943 \$	301 \$		\$ 42 244 \$
Entreprises et gouvernements	–	170 255	–		170 255	–	169 003	–		169 003
Banques	–	4 174	–		4 174	–	2 908	–		2 908
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	15 799	41 673	–		57 472	18 678	31 213	–		49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	270 356	–		270 356	–	242 916	–		242 916
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	23 175	894		24 069	–	20 679	901		21 580
Contrats de change	–	63 860	78		63 938	–	95 045	46		95 091
Dérivés de crédit	–	352	–		352	–	262	–		262
Autres contrats	9 669	59 633	424		69 726	12 657	56 287	366		69 310
Ajustements d'évaluation	–	(118)	(2)		(120)	–	(257)	34		(223)
Total des dérivés, montant brut	9 669	146 902	1 394		157 965	12 657	172 016	1 347		186 020
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 338)	(1 338)	–	–	–	(2 067)	(2 067)
Total des dérivés	–	–	–		156 627	–	–	–		183 953
Autres passifs	–	19 142	–		19 142	–	21 688	–		21 688
Débiteures subordonnées	–	213	–		213	–	232	–		232
	25 468 \$	694 139 \$	1 582 \$	(1 338) \$	719 851 \$	31 335 \$	681 919 \$	1 648 \$	(2 067) \$	712 835 \$

(1) États-Unis.

(2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2026, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 30 avril 2026, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2026								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30 \$	– \$	– \$	1 \$	(1)\$	– \$	(13)\$	17 \$	– \$
Titres de participation	2 830	(39)	(4)	217	(23)	28	–	3 009	(7)
	2 860	(39)	(4)	218	(24)	28	(13)	3 026	(7)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	–	(1)	–	–	–	–	29	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	127	1	(1)	–	(4)	–	–	123	–
Titres de participation	578	–	10	2	(1)	–	–	589	1
	735	1	8	2	(5)	–	–	741	1
Prêts	1 357	(28)	(4)	425	(1)	86	–	1 835	(25)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(657)	18	–	10	3	1	(24)	(649)	6
Contrats de change	(44)	(10)	(1)	(16)	–	10	19	(42)	(8)
Dérivés de crédit	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Autres contrats	(234)	(39)	1	(3)	2	(35)	35	(273)	(26)
Ajustements d'évaluation	(43)	–	–	(18)	(11)	–	–	(72)	–
Autres actifs	3	–	–	–	(1)	–	–	2	–
	3 978 \$	(97)\$	– \$	618 \$	(37)\$	90 \$	17 \$	4 569 \$	(59)\$
Passif									
Dépôts	(189)\$	(9)\$	– \$	(72)\$	52 \$	(110)\$	140 \$	(188)\$	– \$
	(189)\$	(9)\$	– \$	(72)\$	52 \$	(110)\$	140 \$	(188)\$	– \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2025

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	32 \$	– \$	32 \$	– \$
Titres de participation	2 643	(6)	(73)	127	(36)	–	–	2 655	(6)
	2 643	(6)	(73)	127	(36)	32	–	2 687	(6)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	32	–	(1)	–	–	–	–	31	n.s.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	142	–	(4)	–	(4)	–	–	134	n.s.
Titres de participation	523	–	15	32	–	–	–	570	n.s.
	697	–	10	32	(4)	–	–	735	n.s.
Prêts	1 876	98	(23)	51	(795)	–	–	1 207	20
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(535)	(47)	2	28	2	7	21	(522)	(46)
Contrats de change	(66)	3	3	–	(1)	–	8	(53)	2
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(455)	101	16	–	3	(49)	(8)	(392)	125
Ajustements d'évaluation	8	–	–	16	1	–	–	25	–
Autres actifs	7	–	–	–	(2)	–	–	5	–
	4 175 \$	149 \$	(65) \$	254 \$	(832) \$	(10) \$	21 \$	3 692 \$	95 \$
Passif									
Dépôts	(634) \$	8 \$	7 \$	(169) \$	26 \$	(44) \$	264 \$	(542) \$	9 \$
	(634) \$	8 \$	7 \$	(169) \$	26 \$	(44) \$	264 \$	(542) \$	9 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2026

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	32 \$	(1) \$	(1) \$	1 \$	(1) \$	– \$	(13) \$	17 \$	– \$
Titres de participation	2 863	(46)	(49)	331	(118)	28	–	3 009	27
	2 895	(47)	(50)	332	(119)	28	(13)	3 026	27
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	–	–	–	–	–	29	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	134	2	(5)	–	(8)	–	–	123	1
Titres de participation	582	–	8	2	(3)	–	–	589	–
	745	2	3	2	(11)	–	–	741	1
Prêts	1 274	(78)	(6)	548	(2)	106	(7)	1 835	(101)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(608)	(33)	–	13	3	–	(24)	(649)	(38)
Contrats de change	56	(125)	–	(49)	47	10	19	(42)	1
Dérivés de crédit	2	(1)	–	–	–	–	–	1	–
Autres contrats	(256)	(5)	6	(16)	8	(109)	99	(273)	16
Ajustements d'évaluation	(79)	–	–	(29)	36	–	–	(72)	–
Autres actifs	4	–	–	–	(2)	–	–	2	–
	4 033 \$	(287) \$	(47) \$	801 \$	(40) \$	35 \$	74 \$	4 569 \$	(94) \$
Passif									
Dépôts	(301) \$	(15) \$	3 \$	(113) \$	57 \$	(217) \$	398 \$	(188) \$	– \$
	(301) \$	(15) \$	3 \$	(113) \$	57 \$	(217) \$	398 \$	(188) \$	– \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2025									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	32 \$	– \$	32 \$	– \$
Titres de participation	2 544	(70)	(14)	334	(140)	1	–	2 655	(48)
	2 544	(70)	(14)	334	(140)	33	–	2 687	(48)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	–	–	–	–	–	31	n.s.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143	–	2	–	(11)	–	–	134	n.s.
Titres de participation	506	–	35	32	(3)	–	–	570	n.s.
	680	–	37	32	(14)	–	–	735	n.s.
Prêts	1 781	95	–	141	(814)	7	(3)	1 207	19
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(493)	(35)	2	(39)	5	9	29	(522)	(34)
Contrats de change	(51)	(11)	3	1	(1)	–	6	(53)	(23)
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(303)	80	3	(12)	7	(274)	107	(392)	109
Ajustements d'évaluation	18	–	–	6	1	–	–	25	–
Autres actifs	7	–	–	–	(2)	–	–	5	–
	4 183 \$	59 \$	31 \$	463 \$	(958)\$	(225)\$	139 \$	3 692 \$	23 \$
Passif									
Dépôts	(478)\$	9 \$	1 \$	(401)\$	88 \$	(210)\$	449 \$	(542)\$	46 \$
	(478)\$	9 \$	1 \$	(401)\$	88 \$	(210)\$	449 \$	(542)\$	46 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 13 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2026 (profits de 16 millions au 30 avril 2025) et des profits de 16 millions pour le semestre clos le 30 avril 2026 (profits de 31 millions au 30 avril 2025), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2026 comprenait des actifs dérivés de 359 millions de dollars (395 millions au 30 avril 2025) et des passifs dérivés de 1 394 millions (1 337 millions au 30 avril 2025).

n.s. non significatif

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2026, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 483 millions de dollars détenues à des fins de négociations et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 303 millions détenues à titre de placements. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 938 millions de dollars détenues à des fins de négociation.

Au cours des trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2026, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 483 millions de dollars détenues à des fins de négociation et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 439 millions détenues à titre de placements. Au cours du semestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 938 millions de dollars détenues à des fins de négociation.

Au cours des semestres clos les 30 avril 2026 et 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours des trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours des trimestres clos les 30 avril 2026 et 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts en raison de changements dans l'importance de données non observables.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2026, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables. Au cours du semestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2026, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables. Au cours du semestre clos le 30 avril 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 143 \$	7 332 \$	14 923 \$	15 254 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 263	2 106	4 574	4 155
Instruments financiers évalués au coût amorti	15 616	15 532	31 629	32 016
	25 022	24 970	51 126	51 425
Charge d'intérêt (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 231 \$	7 317 \$	15 104 \$	15 362 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	9 285	9 597	18 931	20 059
	16 516	16 914	34 035	35 421
Revenu net d'intérêt	8 506 \$	8 056 \$	17 091 \$	16 004 \$

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 296 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2026 (292 millions au 30 avril 2025) et de 684 millions pour le semestre clos le 30 avril 2026 (657 millions au 30 avril 2025), et la charge d'intérêt de 37 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2026 (75 millions au 30 avril 2025) et de 76 millions pour le semestre clos le 30 avril 2026 (118 millions au 30 avril 2025) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 835 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2026 (1 003 millions au 30 avril 2025) et de 1 810 millions pour le semestre clos le 30 avril 2026 (1 999 millions au 30 avril 2025) présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2026				31 octobre 2025			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	49 070 \$	82 \$	(65)\$	49 087 \$	39 827 \$	46 \$	(7)\$	39 866 \$
Provinces et municipalités	12 549	45	(90)	12 504	11 368	39	(89)	11 318
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	146 888	708	(1 177)	146 419	131 385	622	(1 316)	130 691
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	23 757	20	(48)	23 729	11 975	14	(56)	11 933
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 650	7	(5)	2 652	2 674	7	(7)	2 674
Titres adossés à des actifs	9 582	4	(7)	9 579	10 126	15	(2)	10 139
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30 355	116	(40)	30 431	33 602	122	(46)	33 678
Titres de participation	805	726	(5)	1 526	832	669	(5)	1 496
	275 656 \$	\$ 1 708	\$ (1 437)	\$ 275 927	241 789 \$	\$ 1 534	\$ (1 528)	\$ 241 795

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 99 836 millions de dollars au 30 avril 2026 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (100 926 millions au 31 octobre 2025).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (38) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2026 ((40) millions au 31 octobre 2025) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2026				le 30 avril 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	5 \$	– \$	(43)\$	(38)\$	4 \$	– \$	(42)\$	(38)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	–	(2)	(2)	(1)	–	(2)	(3)
Écart de change et autres	(1)	–	2	1	1	–	4	5
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(43)\$	(38)\$	5 \$	– \$	(40)\$	(35)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2026				le 30 avril 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	5 \$	– \$	(45)\$	(40)\$	6 \$	– \$	(41)\$	(35)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	4	–	–	4	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	(2)	–	–	(2)	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(3)	(4)	(4)	–	(4)	(8)
Écart de change et autres	(1)	–	5	4	1	–	5	6
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(43)\$	(38)\$	5 \$	– \$	(40)\$	(35)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans les bilans consolidés intermédiaires résumés, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2026				le 30 avril 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	6 \$	– \$	14 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	5	–	–	5	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	–	–	(2)	–	(1)	–	(1)
Écart de change et autres	–	–	–	–	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	11 \$	6 \$	– \$	17 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2026				le 30 avril 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	6 \$	– \$	14 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	6	–	–	6	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	(1)	–	(3)	(1)	(1)	–	(2)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	11 \$	6 \$	– \$	17 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2025.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2026				31 octobre 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	273 465 \$	– \$	– \$	273 465 \$	239 375 \$	– \$	– \$	239 375 \$
Qualité inférieure	809	4	–	813	786	4	–	790
Titres dépréciés	–	–	123	123	–	–	134	134
	274 274	4	123	274 401	240 161	4	134	240 299
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 526				1 496
				275 927 \$				241 795 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	98 550 \$	– \$	– \$	98 550 \$	99 673 \$	– \$	– \$	99 673 \$
Qualité inférieure	1 180	123	–	1 303	1 098	169	–	1 267
	99 730	123	–	99 853	100 771	169	–	100 940
Correction de valeur pour pertes de crédit	11	6	–	17	8	6	–	14
	99 719 \$	117 \$	– \$	99 836 \$	100 763 \$	163 \$	– \$	100 926 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 123 millions de dollars (134 millions au 31 octobre 2025).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 30 avril 2026					le 30 avril 2025				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	845 \$	82 \$	(3)\$	(20)\$	904 \$	636 \$	121 \$	(2)\$	(25)\$	730 \$
Prêts aux particuliers	1 659	162	(207)	(7)	1 607	1 534	288	(178)	(11)	1 633
Prêts sur cartes de crédit	1 348	253	(250)	–	1 351	1 264	257	(199)	(2)	1 320
Prêts aux petites entreprises	362	(1)	(25)	(7)	329	289	88	(28)	(6)	343
Prêts de gros	3 538	421	(246)	(100)	3 613	3 210	666	(270)	(151)	3 455
	7 752 \$	917 \$	(731)\$	(134)\$	7 804 \$	6 933 \$	1 420 \$	(677)\$	(195)\$	7 481 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	7 401 \$				7 521 \$	6 600 \$				7 125 \$
Autres passifs – Dotations	350				282	328				353
Autres composantes des capitaux propres	1				1	5				3

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos									
	le 30 avril 2026					le 30 avril 2025				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	794 \$	159 \$	(6)\$	(43)\$	904 \$	572 \$	194 \$	(4)\$	(32)\$	730 \$
Prêts aux particuliers	1 639	391	(408)	(15)	1 607	1 482	535	(367)	(17)	1 633
Prêts sur cartes de crédit	1 356	483	(486)	(2)	1 351	1 233	480	(392)	(1)	1 320
Prêts aux petites entreprises	351	42	(52)	(12)	329	272	134	(52)	(11)	343
Prêts de gros	3 319	938	(413)	(231)	3 613	2 793	1 130	(349)	(119)	3 455
	7 459 \$	2 013 \$	(1 365)\$	(303)\$	7 804 \$	6 352 \$	2 473 \$	(1 164)\$	(180)\$	7 481 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	7 093 \$				7 521 \$	6 037 \$				7 125 \$
Autres passifs – Dotations	365				282	311				353
Autres composantes des capitaux propres	1				1	4				3

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Si des changements sont faits, ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2026				le 30 avril 2025				
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés		
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels									
Solde au début de la période	272 \$	215 \$	358 \$	845 \$	218 \$	158 \$	260 \$	636 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Changements de modèle	(88)	131	–	43	–	–	–	–	
Transferts vers le stade 1	110	(107)	(3)	–	34	(34)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(10)	10	–	–	(14)	18	(4)	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(21)	22	–	(1)	(10)	11	–	
Originations	14	–	–	14	24	–	–	24	
Arrivées à échéance	(7)	(18)	–	(25)	(5)	(8)	–	(13)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(76)	99	27	50	4	89	17	110	
Sorties du bilan	–	–	(6)	(6)	–	–	(5)	(5)	
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	3	3	
Écart de change et autres	1	(1)	(20)	(20)	(1)	(4)	(20)	(25)	
Solde à la fin de la période	215 \$	308 \$	381 \$	904 \$	259 \$	209 \$	262 \$	730 \$	
Prêts aux particuliers									
Solde au début de la période	283 \$	1 134 \$	242 \$	1 659 \$	305 \$	1 009 \$	220 \$	1 534 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Changements de modèle	84	(138)	–	(54)	–	–	–	–	
Transferts vers le stade 1	156	(156)	–	–	141	(140)	(1)	–	
Transferts vers le stade 2	(22)	22	–	–	(32)	32	–	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(35)	36	–	(1)	(40)	41	–	
Originations	55	–	–	55	25	–	–	25	
Arrivées à échéance	(8)	(57)	–	(65)	(13)	(53)	–	(66)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(208)	267	167	226	(122)	304	147	329	
Sorties du bilan	–	–	(250)	(250)	–	–	(215)	(215)	
Recouvrements	–	–	43	43	–	–	37	37	
Écart de change et autres	1	(1)	(7)	(7)	1	(2)	(10)	(11)	
Solde à la fin de la période	340 \$	1 036 \$	231 \$	1 607 \$	304 \$	1 110 \$	219 \$	1 633 \$	
Prêts sur cartes de crédit									
Solde au début de la période	210 \$	1 138 \$	– \$	1 348 \$	206 \$	1 058 \$	– \$	1 264 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	143	(143)	–	–	179	(179)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(26)	26	–	–	(28)	28	–	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(148)	149	–	–	(146)	146	–	
Originations	4	–	–	4	3	–	–	3	
Arrivées à échéance	(1)	(12)	–	(13)	(1)	(15)	–	(16)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(60)	221	101	262	(155)	373	52	270	
Sorties du bilan	–	–	(301)	(301)	–	–	(246)	(246)	
Recouvrements	–	–	51	51	–	–	47	47	
Écart de change et autres	–	–	–	–	(2)	(1)	1	(2)	
Solde à la fin de la période	269 \$	1 082 \$	– \$	1 351 \$	202 \$	1 118 \$	– \$	1 320 \$	
Prêts aux petites entreprises									
Solde au début de la période	101 \$	113 \$	148 \$	362 \$	80 \$	87 \$	122 \$	289 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	20	(20)	–	–	10	(10)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(8)	8	–	–	(7)	7	–	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(6)	7	–	(1)	(3)	4	–	
Originations	11	–	–	11	11	–	–	11	
Arrivées à échéance	(8)	(11)	–	(19)	(4)	(6)	–	(10)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(18)	31	(6)	7	7	39	41	87	
Sorties du bilan	–	–	(31)	(31)	–	–	(31)	(31)	
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	3	3	
Écart de change et autres	–	1	(8)	(7)	2	–	(8)	(6)	
Solde à la fin de la période	97 \$	116 \$	116 \$	329 \$	98 \$	114 \$	131 \$	343 \$	
Prêts de gros									
Solde au début de la période	890 \$	1 115 \$	1 533 \$	3 538 \$	835 \$	992 \$	1 383 \$	3 210 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	51	(51)	–	–	44	(43)	(1)	–	
Transferts vers le stade 2	(31)	31	–	–	(43)	43	–	–	
Transferts vers le stade 3	(4)	(45)	49	–	(4)	(71)	75	–	
Originations	139	–	–	139	188	–	–	188	
Arrivées à échéance	(104)	(173)	–	(277)	(117)	(97)	–	(214)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(79)	288	350	559	59	309	324	692	
Sorties du bilan	–	–	(273)	(273)	–	–	(289)	(289)	
Recouvrements	–	–	27	27	–	–	19	19	
Écart de change et autres	(2)	(1)	(97)	(100)	(16)	(29)	(106)	(151)	
Solde à la fin de la période	860 \$	1 164 \$	1 589 \$	3 613 \$	946 \$	1 104 \$	1 405 \$	3 455 \$	

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos								
	le 30 avril 2026				le 30 avril 2025				
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés		
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels									
Solde au début de la période	276 \$	204 \$	314 \$	794 \$	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Changements de modèle	(88)	131	–	43	–	–	–	–	
Transferts vers le stade 1	154	(149)	(5)	–	59	(59)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(22)	23	(1)	–	(18)	24	(6)	–	
Transferts vers le stade 3	(4)	(34)	38	–	(2)	(24)	26	–	
Originations	41	–	–	41	47	–	–	47	
Arrivées à échéance	(15)	(27)	–	(42)	(10)	(14)	–	(24)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(127)	162	82	117	(33)	158	46	171	
Sorties du bilan	–	–	(12)	(12)	–	–	(9)	(9)	
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	5	5	
Écart de change et autres	–	(2)	(41)	(43)	1	(2)	(31)	(32)	
Solde à la fin de la période	215 \$	308 \$	381 \$	904 \$	259 \$	209 \$	262 \$	730 \$	
Prêts aux particuliers									
Solde au début de la période	291 \$	1 115 \$	233 \$	1 639 \$	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Changements de modèle	84	(138)	–	(54)	–	–	–	–	
Transferts vers le stade 1	308	(308)	–	–	285	(284)	(1)	–	
Transferts vers le stade 2	(43)	43	–	–	(53)	56	(3)	–	
Transferts vers le stade 3	(2)	(76)	78	–	(2)	(79)	81	–	
Originations	79	–	–	79	53	–	–	53	
Arrivées à échéance	(20)	(122)	(1)	(143)	(26)	(106)	–	(132)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(357)	524	342	509	(258)	558	314	614	
Sorties du bilan	–	–	(493)	(493)	–	–	(438)	(438)	
Recouvrements	–	–	85	85	–	–	71	71	
Écart de change et autres	–	(2)	(13)	(15)	–	(1)	(16)	(17)	
Solde à la fin de la période	340 \$	1 036 \$	231 \$	1 607 \$	304 \$	1 110 \$	219 \$	1 633 \$	
Prêts sur cartes de crédit									
Solde au début de la période	217 \$	1 139 \$	– \$	1 356 \$	207 \$	1 026 \$	– \$	1 233 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	312	(312)	–	–	334	(334)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(53)	53	–	–	(56)	56	–	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(312)	313	–	(1)	(283)	284	–	
Originations	6	–	–	6	5	–	–	5	
Arrivées à échéance	(2)	(26)	–	(28)	(2)	(27)	–	(29)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(209)	541	173	505	(283)	680	107	504	
Sorties du bilan	–	–	(584)	(584)	–	–	(480)	(480)	
Recouvrements	–	–	98	98	–	–	88	88	
Écart de change et autres	(1)	(1)	–	(2)	(2)	–	1	(1)	
Solde à la fin de la période	269 \$	1 082 \$	– \$	1 351 \$	202 \$	1 118 \$	– \$	1 320 \$	
Prêts aux petites entreprises									
Solde au début de la période	95 \$	117 \$	139 \$	351 \$	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	35	(35)	–	–	23	(23)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(13)	13	–	–	(11)	11	–	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(11)	12	–	(1)	(6)	7	–	
Originations	22	–	–	22	20	–	–	20	
Arrivées à échéance	(13)	(30)	–	(43)	(10)	(11)	–	(21)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(30)	60	33	63	(6)	57	84	135	
Sorties du bilan	–	–	(65)	(65)	–	–	(60)	(60)	
Recouvrements	–	–	13	13	–	–	8	8	
Écart de change et autres	2	2	(16)	(12)	3	–	(14)	(11)	
Solde à la fin de la période	97 \$	116 \$	116 \$	329 \$	98 \$	114 \$	131 \$	343 \$	
Prêts de gros									
Solde au début de la période	896 \$	1 123 \$	1 300 \$	3 319 \$	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	120	(120)	–	–	99	(98)	(1)	–	
Transferts vers le stade 2	(53)	53	–	–	(64)	73	(9)	–	
Transferts vers le stade 3	(6)	(125)	131	–	(6)	(206)	212	–	
Originations	298	–	–	298	424	–	–	424	
Arrivées à échéance	(225)	(290)	–	(515)	(303)	(197)	–	(500)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(157)	540	772	1 155	11	499	696	1 206	
Sorties du bilan	–	–	(460)	(460)	–	–	(380)	(380)	
Recouvrements	–	–	47	47	–	–	31	31	
Écart de change et autres	(13)	(17)	(201)	(231)	(2)	(5)	(112)	(119)	
Solde à la fin de la période	860 \$	1 164 \$	1 589 \$	3 613 \$	946 \$	1 104 \$	1 405 \$	3 455 \$	

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Notre scénario de base tient compte d'une stabilisation de la politique commerciale américaine ainsi que des répercussions de la hausse des prix de l'énergie découlant du conflit au Moyen-Orient. La croissance économique au Canada et aux États-Unis devrait demeurer positive, avec une baisse graduelle des taux de chômage au cours de l'année civile 2026 au Canada, tandis qu'aux États-Unis, le chômage devrait augmenter pour atteindre un sommet au troisième trimestre civil de 2026, avant de revenir à un niveau d'équilibre au quatrième trimestre civil de 2026. Les taux directeurs au Canada et aux États-Unis devraient rester inchangés jusqu'à la fin de l'année civile 2026, puis augmenter au Canada et diminuer aux États-Unis à compter du premier trimestre civil de 2027.

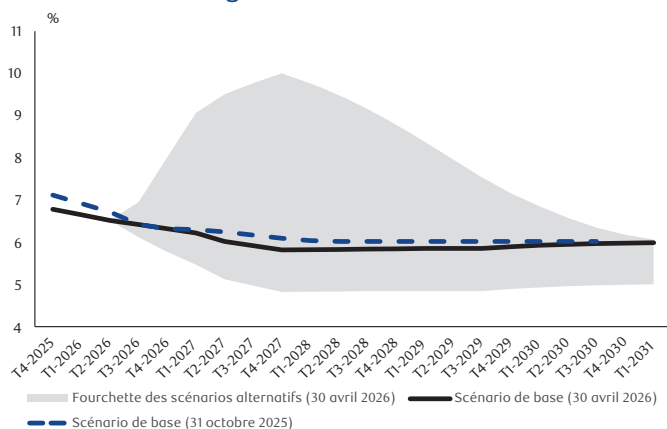
Nos scénarios de fluctuation à la baisse comprennent deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour tenir compte des perturbations commerciales et du secteur d'activité de l'immobilier. Nos scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité de chocs macroéconomiques modérés et croissants à compter du troisième trimestre civil de 2026 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au deuxième trimestre civil de 2026 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Notre scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

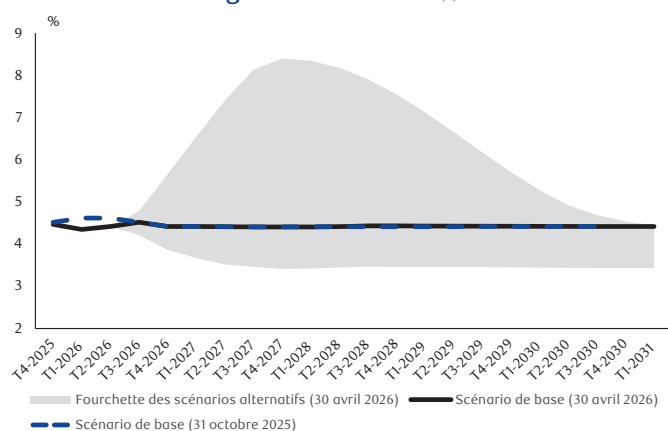
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada se repliera à 6,5 % au deuxième trimestre civil de 2026, puis diminuera encore à court terme, avant de retrouver son équilibre à long terme en fin d'horizon. Le taux de chômage aux États-Unis devrait atteindre un sommet de 4,5 % au troisième trimestre civil de 2026, puis revenir à son équilibre à long terme au quatrième trimestre civil de 2026.

Taux de chômage au Canada (1)



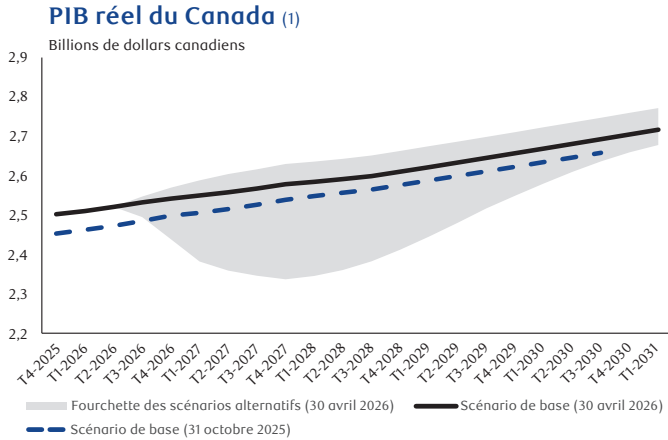
(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

Taux de chômage aux États-Unis (1)

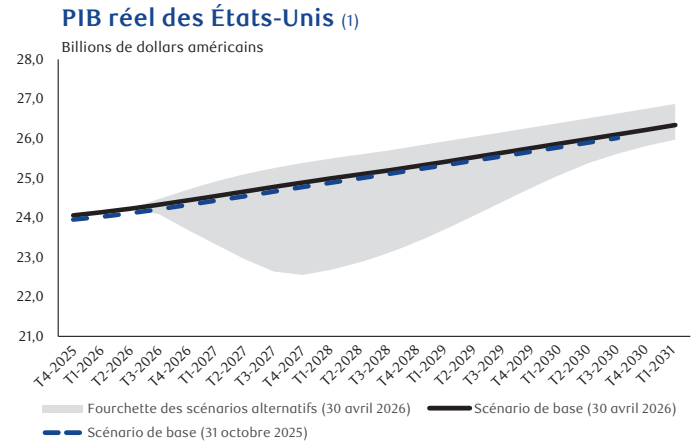


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du deuxième trimestre civil de 2026 et par la suite. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2026 devrait être de 1,6 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2025, tant au Canada qu’aux États-Unis.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,2 % au cours des 12 prochains mois à partir du deuxième trimestre civil de 2026 et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,3 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur d’activité de l’immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (28,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2025, notre scénario de base prévoyait une hausse de 0,3 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2025 et de 3,4 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2025.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2026				31 octobre 2025			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Prêts de détail (2)								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	405 054 \$	948 \$	– \$	406 002 \$	386 060 \$	16 495 \$	– \$	402 555 \$
Risque moyen	18 517	5 139	–	23 656	20 622	2 571	–	23 193
Risque élevé	2 842	8 570	–	11 412	2 131	6 532	–	8 663
Non notés (3)	54 729	1 796	–	56 525	54 253	1 940	–	56 193
Dépréciés	–	–	2 131	2 131	–	–	1 681	1 681
	481 142	16 453	2 131	499 726	463 066	27 538	1 681	492 285
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (4)				1 153				1 128
Total				500 879 \$				493 413 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	70 192 \$	1 485 \$	– \$	71 677 \$	87 536 \$	2 712 \$	– \$	90 248 \$
Risque moyen	3 799	1 654	–	5 453	4 035	3 768	–	7 803
Risque élevé	707	2 510	–	3 217	601	2 583	–	3 184
Non notés (3)	32 630	4 307	–	36 937	12 493	1 180	–	13 673
Dépréciés	–	–	436	436	–	–	437	437
Total	107 328 \$	9 956 \$	436 \$	117 720 \$	104 665 \$	10 243 \$	437 \$	115 345 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	19 633 \$	813 \$	– \$	20 446 \$	18 279 \$	161 \$	– \$	18 440 \$
Risque moyen	1 479	1 897	–	3 376	2 123	2 291	–	4 414
Risque élevé	87	2 774	–	2 861	70	2 423	–	2 493
Non notés (3)	780	239	–	1 019	1 133	309	–	1 442
Total	21 979 \$	5 723 \$	– \$	27 702 \$	21 605 \$	5 184 \$	– \$	26 789 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	11 169 \$	548 \$	– \$	11 717 \$	10 628 \$	595 \$	– \$	11 223 \$
Risque moyen	2 454	734	–	3 188	2 550	924	–	3 474
Risque élevé	247	1 413	–	1 660	259	1 422	–	1 681
Non notés (3)	10	–	–	10	8	–	–	8
Dépréciés	–	–	480	480	–	–	411	411
Total	13 880 \$	2 695 \$	480 \$	17 055 \$	13 445 \$	2 941 \$	411 \$	16 797 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	307 529 \$	139 \$	– \$	307 668 \$	293 300 \$	3 700 \$	– \$	297 000 \$
Risque moyen	14 009	226	–	14 235	12 451	427	–	12 878
Risque élevé	1 175	1 785	–	2 960	805	758	–	1 563
Non notés (3)	9 123	244	–	9 367	13 964	274	–	14 238
Total	331 836 \$	2 394 \$	– \$	334 230 \$	320 520 \$	5 159 \$	– \$	325 679 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	148 514 \$	2 026 \$	– \$	150 540 \$	130 322 \$	2 117 \$	– \$	132 439 \$
Qualité inférieure	212 057	26 199	–	238 256	207 239	26 399	–	233 638
Non notés (3)	15 076	577	–	15 653	14 714	503	–	15 217
Dépréciés	–	–	6 743	6 743	–	–	6 153	6 153
Total	375 647	28 802	6 743	411 192	352 275	29 019	6 153	387 447
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (4)				10 922				9 724
Total				422 114 \$				397 171 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	388 395 \$	1 440 \$	– \$	389 835 \$	393 167 \$	1 593 \$	– \$	394 760 \$
Qualité inférieure	178 968	14 256	–	193 224	182 223	16 158	–	198 381
Non notés (3)	1 651	19	–	1 670	1 407	21	–	1 428
Total	569 014 \$	15 715 \$	– \$	584 729 \$	576 797 \$	17 772 \$	– \$	594 569 \$

- (1) Comprend 197 millions de dollars au titre des prêts dépréciés acquis ou émis (195 millions au 31 octobre 2025).
- (2) Au cours du deuxième trimestre de 2026, nous avons apporté des modifications à nos modèles de notation du risque pour les prêts de détail. Ces modifications ont été appliquées de manière prospective et sont reflétées dans les expositions au risque de crédit au 30 avril 2026. Certains portefeuilles de prêts aux particuliers n'utilisent plus les notations internes du risque pour évaluer les pertes de crédit attendues et sont donc présentés au poste Non notés.
- (3) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.
- (4) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	30 avril 2026			31 octobre 2025		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 479 \$	358 \$	2 837 \$	2 634 \$	323 \$	2 957 \$
Prêts de gros	858	–	858	1 143	7	1 150
	3 337 \$	358 \$	3 695 \$	3 777 \$	330 \$	4 107 \$

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2026				31 octobre 2025			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	232 628 \$	61 467 \$	238 641 \$	532 736 \$	228 282 \$	56 988 \$	244 470 \$	529 740 \$
Entreprises et gouvernements	421 394	19 010	544 586	984 990	431 239	20 274	494 801	946 314
Banques	13 415	–	50 405	63 820	13 488	–	26 074	39 562
	667 437 \$	80 477 \$	833 632 \$	1 581 546 \$	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	164 246 \$	10 339 \$	373 \$	174 958 \$	158 771 \$	9 469 \$	292 \$	168 532 \$
États-Unis	36 634	–	–	36 634	38 009	–	–	38 009
Europe (5)	2	–	–	2	5	–	–	5
Autres pays	8 565	–	–	8 565	8 133	–	–	8 133
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	401 050	18 385	587 709	1 007 144	392 120	16 417	591 636	1 000 173
États-Unis	44 310	50 998	97 780	193 088	63 745	50 497	73 147	187 389
Europe (5)	6 454	684	115 169	122 307	6 354	742	76 972	84 068
Autres pays	6 176	71	32 601	38 848	5 872	137	23 298	29 307
	667 437 \$	80 477 \$	833 632 \$	1 581 546 \$	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2026, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 590 milliards de dollars, 57 milliards, 89 milliards et 43 milliards (570 milliards, 42 milliards, 76 milliards et 36 milliards au 31 octobre 2025, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Échéances contractuelles des dépôts à terme (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2026	31 octobre 2025
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	238 545 \$	203 075 \$
De 3 à 6 mois	117 451	118 734
De 6 à 12 mois	206 021	172 583
De 1 à 2 ans	80 419	87 550
De 2 à 3 ans	53 714	58 170
De 3 à 4 ans	30 227	33 158
De 4 à 5 ans	32 605	24 047
Plus de 5 ans	74 650	68 028
	833 632 \$	765 345 \$

- (1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus est de 779 milliards de dollars (704 milliards au 31 octobre 2025).

Note 7 Assurance et réassurance

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Résultat des activités d'assurance				
Produit des activités d'assurance	1 386 \$	1 331 \$	2 740 \$	2 739 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(1 130)	(1 092)	(2 235)	(2 216)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	(39)	(15)	(48)	(13)
	217 \$	224 \$	457 \$	510 \$
Résultat des placements d'assurance				
Revenu d'investissement net	34 \$	255 \$	182 \$	625 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	56	(206)	(39)	(506)
Produits (charges) financiers de réassurance	2	29	8	41
	92 \$	78 \$	151 \$	160 \$
Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance	309 \$	302 \$	608 \$	670 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous parrainons un certain nombre de programmes qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement aux régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
(en millions de dollars canadiens)				
Coûts des services rendus au cours de la période	50 \$	52 \$	9 \$	8 \$
Coûts des services passés	–	49	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(45)	(41)	19	20
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(2)	3
Frais administratifs	6	5	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	11	65	26	31
Charge au titre des régimes à cotisations définies	141	131	–	–
	152 \$	196 \$	26 \$	31 \$

	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
(en millions de dollars canadiens)				
Coûts des services rendus au cours de la période	100 \$	104 \$	18 \$	16 \$
Coûts des services passés	–	49	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(89)	(81)	39	39
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(5)	5
Frais administratifs	11	11	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	22	83	52	60
Charge au titre des régimes à cotisations définies	324	288	–	–
	346 \$	371 \$	52 \$	60 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
(en millions de dollars canadiens)				
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières ⁽²⁾	(345)\$	(526)\$	(31)\$	(48)\$
Ajustements liés à l'expérience	1	(1)	(3)	(2)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	259	561	–	–
	(85)\$	34 \$	(34)\$	(50)\$

	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
(en millions de dollars canadiens)				
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières ⁽²⁾	(660)\$	(183)\$	(47)\$	(14)\$
Ajustements liés à l'expérience	(1)	(1)	(4)	(2)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	363	132	–	–
	(298)\$	(52)\$	(51)\$	(16)\$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôt sur le résultat

Avis de cotisation et contrôles fiscaux

Au cours du deuxième trimestre de 2026, nous avons reçu des lettres de proposition (les propositions) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2021, qui laissent entendre que la Banque Royale du Canada devait un montant d'impôt supplémentaire d'environ 444 millions de dollars, car l'ARC a refusé la déductibilité de certains dividendes. Ce montant représente l'impôt additionnel maximal exigible pour cette année. Les propositions sont conformes aux avis de nouvelle cotisation reçus précédemment, comme il est décrit à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels audité de 2025. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Le 24 novembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BF émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Le 8 décembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BH émises et en circulation et la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BI émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Le 24 janvier 2026, nous avons racheté la totalité de nos 1,25 million d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BR (série BR) émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000,00 \$ l'action. À la suite du rachat de la série BR, nous avons automatiquement racheté, à la même date, la totalité des 1 250 millions de dollars de nos billets de capital à recours limité (billets LRCN) de série 2 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 30 janvier 2026, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 8 assortis d'un recours limité aux actifs (les actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (la fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série CA (série CA) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 8 à un prix de 1 000 \$ US l'action privilégiée de série CA.

Le prix par billet LRCN de série 8 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 6,50 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 24 mai 2033 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à 5 ans en vigueur, majoré de 2,45 % jusqu'à l'échéance le 24 mai 2086. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat de billets LRCN de série 8, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 8 ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiera toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 8.

Les billets LRCN de série 8 sont rachetables à l'échéance ou avant, dans la mesure où nous rachetons des actions privilégiées de série CA à certaines dates de rachat, comme il est indiqué dans les modalités des actions privilégiées de série CA et sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF.

Les actions privilégiées de série CA et les billets LRCN de série 8 sont assortis de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère la Banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de série 8 seront automatiquement rachetés, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série CA. Les modalités des actions privilégiées de série CA comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série CA sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série CA (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 8 sont des instruments qui contiennent une composante capitaux propres et une composante passif puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et il déclenchera la livraison d'actions privilégiées de série CA. La composante passif des billets a une valeur nominale et, par conséquent, la totalité du produit reçu a été présentée dans les capitaux propres.

Débetures subordonnées

Le 27 janvier 2026, la totalité des 1 500 millions de dollars américains de débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 4,65 % en cours sont arrivées à échéance. Le capital, majoré des intérêts courus, a été remboursé aux porteurs de billets à la date d'échéance.

Le 29 avril 2026, nous avons émis 1 750 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,14 % par année jusqu'au 5 mai 2031, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,23 % par la suite, jusqu'à leur échéance, le 5 mai 2036.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2026		le 30 avril 2025	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	248	26 \$	158	14 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(7 386)	(110)	(3 013)	(45)
	(7 138)	(84)\$	(2 855)	(31)\$

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2026		le 30 avril 2025	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	652	70 \$	374	36 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(11 611)	(173)	(4 955)	(74)
	(10 959)	(103)\$	(4 581)	(38)\$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des semestres clos les 30 avril 2026 et 2025, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2026, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 1 673 millions de dollars (prix moyen de 226,50 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 110 millions (valeur comptable de 14,93 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2026, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 2 633 millions de dollars (prix moyen de 226,79 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 173 millions (valeur comptable de 14,92 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 488 millions de dollars (prix moyen de 162,10 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 45 millions (valeur comptable de 14,87 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 826 millions de dollars (prix moyen de 166,76 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 74 millions (valeur comptable de 14,86 \$ l'action).

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025	le 30 avril 2026	le 30 avril 2025
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	5 509 \$	4 390 \$	11 294 \$	9 521 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(135)	(112)	(276)	(230)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(4)	(3)	(6)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 372 \$	4 274 \$	11 015 \$	9 285 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 332	1 411 362	1 396 000	1 412 671
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,86 \$	3,03 \$	7,89 \$	6,57 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 372 \$	4 274 \$	11 015 \$	9 285 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 393 332	1 411 362	1 396 000	1 412 671
Options sur actions ⁽¹⁾	3 216	2 155	3 262	2 366
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 396 548	1 413 517	1 399 262	1 415 037
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,85 \$	3,02 \$	7,87 \$	6,56 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2026, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2025, en moyenne 917 151 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2026, en moyenne 583 179 options en cours au prix d'exercice moyen de 230,00 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2025, en moyenne 684 687 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et nous exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 4 février 2026, la Cour de cassation française a validé les aspects du verdict de culpabilité (le verdict de culpabilité) prononcé le 5 mars 2024 par la Cour d'appel française qui ont une incidence sur Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas), y compris la responsabilité solidaire et conjointe de RBC Bahamas, conjointement avec une autre partie précédemment reconnue coupable de complicité dans cette affaire (dont le pourvoi a également été rejeté par la Cour de cassation française dans sa décision du 4 février 2026), relativement à l'impôt sur les successions prétendument payé par certaines personnes (dont les pourvois ont aussi été rejetés dans la même décision de la Cour de cassation française), majoré des pénalités et des intérêts. Le montant total sera déterminé dans le cadre de procédures distinctes devant le Tribunal administratif français, auxquelles RBC Bahamas n'est pas partie. Par suite de la décision de la Cour de cassation française, le verdict de culpabilité est devenu définitif et exécutoire à l'égard de RBC Bahamas.

À la suite de la décision de la Cour de cassation française, la Banque Royale du Canada continue de se prévaloir de l'exemption accordée par le Department of Labor des États-Unis précédemment mentionnée, qui permet à la Banque Royale du Canada, ainsi qu'à ses filiales actuelles et futures, de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act* jusqu'au 4 mars 2030, malgré le verdict de culpabilité.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2026						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 715 \$	1 844 \$	1 429 \$	– \$	1 315 \$	203 \$	8 506 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 334	315	4 525	345	2 628	(200)	8 947
Total des revenus	5 049	2 159	5 954	345	3 943	3	17 453
Dotation à la provision pour pertes de crédit	492	247	55	–	117	1	912
Frais autres que d'intérêt	1 987	730	4 379	75	2 097	169	9 437
Bénéfice (perte) avant impôt	2 570	1 182	1 520	270	1 729	(167)	7 104
Charge (économie) d'impôt	700	328	335	52	245	(65)	1 595
Bénéfice net	1 870 \$	854 \$	1 185 \$	218 \$	1 484 \$	(102)\$	5 509 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	271 \$	26 \$	264 \$	9 \$	147 \$	2 \$	719 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 519 \$	1 734 \$	1 301 \$	– \$	1 275 \$	227 \$	8 056 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 286	328	4 096	338	2 026	(458)	7 616
Total des revenus	4 805	2 062	5 397	338	3 301	(231)	15 672
Dotation à la provision pour pertes de crédit	654	539	86	–	146	(1)	1 424
Frais autres que d'intérêt	1 952	698	4 098	80	1 885	17	8 730
Bénéfice (perte) avant impôt	2 199	825	1 213	258	1 270	(247)	5 518
Charge (économie) d'impôt	597	228	284	47	68	(96)	1 128
Bénéfice net	1 602 \$	597 \$	929 \$	211 \$	1 202 \$	(151)\$	4 390 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	271 \$	27 \$	318 \$	24 \$	137 \$	1 \$	778 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2026						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	7 546 \$	3 739 \$	2 883 \$	– \$	2 533 \$	390 \$	17 091 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 741	627	9 155	683	5 428	(312)	18 322
Total des revenus	10 287	4 366	12 038	683	7 961	78	35 413
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 023	533	73	–	373	–	2 002
Frais autres que d'intérêt	4 007	1 455	8 763	153	4 216	306	18 900
Bénéfice (perte) avant impôt	5 257	2 378	3 202	530	3 372	(228)	14 511
Charge (économie) d'impôt	1 425	661	722	99	410	(100)	3 217
Bénéfice net	3 832 \$	1 717 \$	2 480 \$	431 \$	2 962 \$	(128)\$	11 294 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	542 \$	52 \$	519 \$	21 \$	290 \$	3 \$	1 427 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	7 024 \$	3 530 \$	2 695 \$	– \$	2 193 \$	562 \$	16 004 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 592	659	8 270	744	4 864	(722)	16 407
Total des revenus	9 616	4 189	10 965	744	7 057	(160)	32 411
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 142	878	167	–	288	(1)	2 474
Frais autres que d'intérêt	3 967	1 408	8 302	167	3 926	216	17 986
Bénéfice (perte) avant impôt	4 507	1 903	2 496	577	2 843	(375)	11 951
Charge (économie) d'impôt	1 227	529	587	94	209	(216)	2 430
Bénéfice net	3 280 \$	1 374 \$	1 909 \$	483 \$	2 634 \$	(159)\$	9 521 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	545 \$	53 \$	635 \$	22 \$	281 \$	– \$	1 536 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2026						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	583 830 \$	198 930 \$	195 249 \$	32 734 \$	1 281 230 \$	104 107 \$	2 396 080 \$
Total du passif	583 822	198 928	193 699	32 562	1 280 592	(34 296)	2 255 307

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	574 456 \$	196 254 \$	196 129 \$	32 405 \$	1 223 853 \$	101 909 \$	2 325 006 \$
Total du passif	574 462	196 252	194 689	32 234	1 223 212	(34 994)	2 185 855

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au cours du semestre clos le 30 avril 2026, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux	
	30 avril 2026	31 octobre 2025
Fonds propres (1)		
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	101 313 \$	98 748 \$
Fonds propres de première catégorie	112 453	110 393
Total des fonds propres	126 286	122 399
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	606 835 \$	590 306 \$
Risque de marché	37 511	41 506
Risque opérationnel	104 244	98 413
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	748 590 \$	730 225 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	13,5 %	13,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,0 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	16,9 %	16,8 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier	2 608 763 \$	2 491 090 \$
TLAC disponible et ratios (2)		
TLAC disponible	235 104 \$	230 385 \$
Ratio TLAC	31,4 %	31,5 %
Ratio de levier TLAC	9,0 %	9,2 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis) ou
514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Site Web : www.investorcentre.com/rbc
Courriel :
rbc@computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
150 Royall Street, bureau 101
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgewater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
série BO sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de la
Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux actions
pour une de mars 1981 et de février
1990. Le dividende en actions de
une action pour une, versé en
octobre 2000 et en avril 2006, n'a
eu aucune incidence sur le prix du
jour d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession, aux
inscriptions directes et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis) ou
416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
rbc@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire
déposer directement dans leur
compte bancaire les dividendes
sur leurs actions ordinaires, il
leur suffit d'en faire la demande
à notre agent des transferts et
agent comptable des registres,
la Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux
(autres que les porteurs des
États-Unis ou du Canada)
peuvent être en mesure de
recevoir leurs dividendes et/ou
leurs distributions dans la
devise de leur choix.
Computershare offre un service
de change international qui
permet aux actionnaires
internationaux de RBC de
recevoir leurs paiements de
dividendes et/ou de
distributions dans la devise de
leur choix. Veuillez consulter le
site investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
législation fiscale provinciale
ou territoriale applicable, tous
les dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2026

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de série BO	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BT	17 février 17 août	24 février 24 août
Actions privilégiées de série BU	17 février 17 août	24 février 24 août
Actions privilégiées de série BW	14 mai 17 novembre	22 mai 24 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités qui
nous permet de racheter, aux
fins d'annulation, jusqu'à
35 millions de nos actions
ordinaires au cours de la
période allant du 12 juin 2025
au 11 juin 2026, à l'expiration
de l'offre, ou avant, étant
donné que nous sommes
autorisés à effectuer les
achats en vertu de notre avis
d'intention déposé à la TSX.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre d'une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des
institutions financières du
Canada. Pour plus de détails,
se reporter à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer
une offre publique de rachat
dans le cours normal des
activités en communiquant
avec le secrétaire de la
Banque, à notre adresse
postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2026

Premier trimestre 26 février
Deuxième trimestre 28 mai
Troisième trimestre 27 août
Quatrième trimestre 3 décembre